

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1453

20 mai 2016

SOMMAIRE

1618 Investment Funds	69725	CommScope Luxembourg Holdings S.à r.l. ..	69700
B. & C.E.	69700	Compagnie d'Investissements Nord Européens	
Blomquist & Nickel S.A.	69698	S.A., en abrégé C.I.N.E. S.A.	69701
Blue Indies	69704	Concept Mode s.à r.l.	69705
Brembo Corporate S.A.	69702	Costantini Promotions s.à r.l.	69702
Business Development S.A.	69698	Costkiem S.A.	69703
Cadr' Academy 4 S.A.	69707	Cozen s.à r.l.	69705
Café Restaurant Por Du Sol S.à r.l.	69699	Cross Ocean ESS SIF 1 Lux 2 S.à r.l.	69731
Camaro S.A.	69700	Cross Ocean EUR ESS I Lux 2 S.à r.l.	69726
Candoria Luxembourg Holding	69698	Crown GP III S.à r.l.	69699
Capella Invest Spf S.A.	69703	Crystal Almond S.à r.l.	69700
Castmetal FWI	69704	Dextram	69706
CBM Investment S.A.	69744	Digital Wrap S.à r.l.	69705
Chaka Investments S.à r.l.	69698	Draco Pipe S.A.	69706
Chauffage & Sanitaire Heinen Steve S.à r.l.		Ecotrade S.A.	69706
.....	69701	Eng Bréck mat Lateinamerika	69707
Chauffage & Sanitaire Heinen Steve S.à r.l.		Expon I (S.C.A.) SICAR	69708
.....	69704	GMPS Operations S.A.	69698
Cirsa Funding Luxembourg S.A.	69707	GP Retail S.à r.l.	69743
Clairborne Finance S.A.	69701	Heiderscheid-Strotz S.à r.l.	69744
Clemi SA	69701	LuxTrust S.A.	69741
Clerical Medical Non Sterling Property Com-		Sharpsburg Holdings Limited (Luxembourg)	
pany S.à r.l.	69699	SCS	69736
Codaxo S.A.	69720	TNA Consulting S.A.	69703
CommScope Luxembourg Holdings II S.à r.l.		WPP Union Square S.à r.l.	69739
.....	69702		

Candoria Luxembourg Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 192.832.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 3 mars 2016

Est nommé administrateur de catégorie B, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- Monsieur Mauricio Mamerto HERNANDEZ VELEZ, demeurant à Residencias Tercera Avenida, Apt 2B1, Tercera Avenida Los Palos Grandes, 1060 Caracas, Venezuela,
en remplacement de Monsieur Manuel OTERO VILA, décédé.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075732/15.

(160040499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Chaka Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 191.632.

—
EXTRAIT

En date du 29 février 2016, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Mario Curcio, en tant que gérant de classe A de la société, est acceptée avec effet au 15 décembre 2015.

- Benoît Caillaud, ayant son adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé gérant de classe A de la société avec effet au 15 décembre 2015 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016075736/16.

(160040690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Business Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 42, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 74.712.

—
Résolution de l'administrateur unique

- L'administrateur unique décide de transférer le siège social de la société BUSINESS DEVELOPMENT SA de L-1661 Luxembourg, 1 Grand Rue à l'adresse L-1740 Luxembourg, 42 Rue de Hollerich.

Luxembourg, le 1^{er} Février 2016.

Emmanuelle Favreau

L'administrateur unique

Référence de publication: 2016075727/13.

(160040742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Blomquist & Nickel S.A., Société Anonyme,

(anc. GMPS Operations S.A.).

Siège social: L-8079 Bertrange, 127A, rue de Leudelage.
R.C.S. Luxembourg B 192.898.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016075702/10.

(160040821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Crown GP III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 185.118.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Jahreshesellschafterversammlung vom 18. Juni 2015

Am 18. Juni 2015 um 16:30 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Gesellschafter obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse gefasst:

Die Versammlung beschließt, die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft PricewaterhouseCoopers Société coopérative für die Prüfung des Geschäftsjahres 2015 zu bestellen, bis zum Ablauf der im Jahr 2016 stattfindenden ordentlichen Jahreshesellschafterversammlung.

Die Versammlung beschließt, Herrn Konrad Bächinger und Herrn Urs Gähwiler auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer zu wählen.

Auszug aus dem Alleingesellschafterbeschluss vom 08. Oktober 2015

Am 08. Oktober 2015 hat die Alleingesellschafterin der Gesellschaft beschlossen, Herrn Claude Radoux, geboren am 27. August 1963 in Esch-sur-Alzette, Luxemburg, ansässig in 6, Avenue des Archiducs, L-1135 Luxembourg mit sofortiger Wirkung auf unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer zu wählen.

Luxemburg, den 20. Oktober 2015.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2016075745/21.

(160040832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Café Restaurant Por Du Sol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4570 Niederkorn, 46, rue Pierre Gansen.
R.C.S. Luxembourg B 90.522.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 3 mars 2016, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée CAFE RESTAURANT POR DU SOL S.à.r.l., avec siège social à L-4570 Niederkorn, 46, rue Pierre Gansen, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Nicolas Bernardy, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 24 mars 2016 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Nicolas Bernardy

Le liquidateur

Référence de publication: 2016075747/19.

(160040353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Clerical Medical Non Sterling Property Company S.à.r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 4.573.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 130.857.

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce que l'associé unique de la Société a changé le nom et l'adresse du siège social.

Le nom de l'associé unique est désormais Scottish Widows Limited, sa nouvelle adresse est 25, Gresham Street, Londres EC2V 7HN Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2016.

Référence de publication: 2016075738/14.

(160040621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Crystal Almond S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard von Bingen.
R.C.S. Luxembourg B 155.254.

—
Lors du conseil de gérance tenu en date du 4 mars 2016, les gérants ont pris connaissance de la décision de la ville de Luxembourg de modifier le nom et le code postal de la rue Robert Stümper.

En conséquence, le siège social de la Société est au 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016075746/13.

(160041078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Camaro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfurt, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 58.736.

—
Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, ont pris les résolutions suivantes:

1) Ratification de la démission de l'administrateur:

- Monsieur Pierre CLART, administrateur de sociétés, né le 21 novembre 1963 à Charleroi (B), demeurant à B-6010 Couillet, 34, rue T. Saint Gilles

2) Nomination de l'administrateur:

- Monsieur Philippe PIRSON, administrateur, né le 29 février 1952 à Mont-sur-Marchienne (F), demeurant à B-5100 Dave, 93, rue du Pont de Bois.

Le mandat des administrateurs prendra fin en l'an 2020.

Steinfurt, le 7 mars 2016.

Les Actionnaires

Référence de publication: 2016075749/18.

(160041027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

CommScope Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.707.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016075743/13.

(160040809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

B. & C.E., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 5.140.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075691/10.

(160040418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Chauffage & Sanitaire Heinen Steve S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8039 Strassen, 29, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 86.533.

La gérance de la Société informe que l'adresse et les données relatives à Monsieur Steve HEINEN, gérant de la Société sont les suivantes:

Monsieur Steve HEINEN, chauffagiste, né à Esch-sur-Alzette le 2 août 1975, demeurant à L-8039 Strassen, 29, rue des Prés,

Beringen, le 7 mars 2016.

Un mandataire de la gérance

Référence de publication: 2016075759/13.

(160040999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Clemi SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 41.303.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 26 février 2016 que:

La société DATA GRAPHIC SA a été révoquée de sa fonction de commissaire aux comptes

Monsieur Nicolas GODFREY, né le 27 janvier 1984 à Kortrijk (Belgique) et domicilié au 4c, Fleeschgaas L-6665 Herborn a été nommé à la fonction de commissaire aux comptes. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022.

Les mandats d'administrateurs de Monsieur Franck DOURDIN, Monsieur Hugues DOURDIN et Monsieur Clive GODFREY ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022.

Monsieur Clive GODFREY, administrateur est désormais domicilié professionnellement au 8, rue Heinrich Heine L-1720 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016075761/18.

(160040882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Clairborne Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 150.828.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme de droit luxembourgeois CLAIRBORNE FINANCE S.A. qui s'est tenue le 19 Février 2016, que le siège social de la société a été transféré à 68 avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour extrait conforme à l'original

Référence de publication: 2016075760/12.

(160040916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Compagnie d'Investissements Nord Européens S.A., en abrégé C.I.N.E. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1831 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 181.368.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 26 février 2016 que:

La société DATA GRAPHIC SA a été démissionnée de sa fonction de commissaire aux comptes

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016075744/11.

(160040485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

CommScope Luxembourg Holdings II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.826.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016075742/13.

(160040808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Costantini Promotions s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3862 Schiffflange, 56A, Cité Op Soltgen.

R.C.S. Luxembourg B 144.553.

Extrait de la résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 2016

L'associé unique de la société COSTANTINI PROMOTIONS S.à.r.l. a décidé, en date du 24 février 2016, de prendre les résolutions suivantes:

L'associé unique décide de nommer:

- Monsieur Gilles INGLEBERT, né le 28/10/1971 à Pétange, demeurant à L-4808 Rodange, 116, chemin de Brouck au poste de gérant de la société.

La gérance est donc désormais composée de manière suivante:

- Monsieur Gilles INGLEBERT, né le 28/10/1971 à Pétange, demeurant à L-4808 Rodange, 116, chemin de Brouck

- Monsieur Renato COSTANTINI, entrepreneur, né à Pétange le 17/06/1964, demeurant à L-3441 Dudelange, 23, avenue Grande-Duchesse Charlotte

La société est engagée par la signature individuelle d'un des deux gérants.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 24 février 2016.

Référence de publication: 2016075771/20.

(160040638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Brembo Corporate S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 179.868.

Il est porté à la connaissance de tous, que le contrat de domiciliation entre

Société domiciliée:

BREMBO CORPORATE S.A.

Société Anonyme

5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg

RCS Luxembourg B 179.868

Et

Domiciliataire:

Fidelia, Corporate & Trust Services S.A., Luxembourg

Société Anonyme

5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg

RCS Luxembourg B 145.508

a pris fin avec effet au 07 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fidelia, Corporate & Trust Services S.A., Luxembourg

Référence de publication: 2016075719/21.

(160040986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Costkiem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3862 Schifflange, 56A, Cité Op Soltgen.
R.C.S. Luxembourg B 136.893.

EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 4 février 2016 que:

- L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs les personnes suivantes:

* Monsieur Gilles INGLEBERT, né le 28/10/1971 à Pétange, demeurant à L-4808 Rodange, 116, chemin du Brouck

* Monsieur Luc HILGER, né le 16/11/1974 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse

Les mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

Il résulte d'un procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 4 février 2016 que:

- Le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Gilles INGLEBERT, né le 28/10/1971 à Pétange, demeurant à L-4808 Rodange, 116, chemin du Brouck en tant qu'administrateur-délégué.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019. La société sera valablement engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016075772/20.

(160040484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Capella Invest Spf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 202.744.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 21 décembre 2015

Monsieur Etienne GILLET est désigné en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2016075751/12.

(160040728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

TNA Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 51.401.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale particulière des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 2 février 2016

l'Assemblée, à l'unanimité, décide:

- d'accepter la démission de la société DATA GRAPHIC S.A. de ses fonctions de Commissaire aux comptes de la société;

- de nommer en remplacement du Commissaire aux comptes démissionnaire Monsieur Nicolas GODFREY, né à Courtrai (Belgique), le 27 janvier 1984, demeurant au 4C, Fleesschaass, L - 6665 Herborn, qui terminera le mandat de son prédécesseur;

- d'acter le changement d'adresse de M. Jürgen BRESSER, administrateur et administrateur-délégué de la société, son adresse actuelle étant fixée au 72 Boulevard Prince Félix, L - 1513 Luxembourg;

- d'acter le changement d'adresse de M. Alain NOULLET, administrateur de la société son adresse professionnelle actuelle étant fixée au 7 rue Guillaume J. Kroll, L - 1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2016.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016076865/22.

(160041587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Castmetal FWI, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 185.211.

—
EXTRAIT

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 19 novembre 2015, a transféré le siège social de la société du 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg au:

- 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

En outre, le conseil d'administration, lors de sa réunion du 19 novembre 2015, a pris note de la démission en date du 19 novembre 2015 de Monsieur Jack GISINGER de ses fonctions d'administrateur, et a coopté avec effet à la même date:

- Monsieur Michael KAMSICKAS, demeurant professionnellement au 1950, Industrial Blvd, 49442 Muskegon, Michigan, États-Unis, aux fonctions d'administrateur de catégorie B.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Pour CASTMETAL FWI

Société anonyme

Référence de publication: 2016075752/19.

(160040865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Chauffage & Sanitaire Heinen Steve S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8039 Strassen, 29, rue des Prés.
R.C.S. Luxembourg B 86.533.

—
Les statuts coordonnés de la prédite société au 24 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 7 mars 2016.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2016075757/13.

(160040998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Blue Indies, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 117.812.

—
En date du 1^{er} mars 2016, les décisions suivantes sont prises:

1. Les personnes suivantes sont nommés administrateurs de la société:

- a) Madame Marie-Laure Abellard, administrateur, demeurant à F-14910 Bénerville-sur-Mer, 96, avenue du Littoral,
- b) Madame Caroline Godard, administrateur, demeurant à F-14910 Bénerville-sur-Mer, 96, avenue du Littoral,
- c) Madame Alexandra Godard, administrateur, demeurant à F-14910 Bénerville-sur-Mer, 96, avenue du Littoral,
- d) Monsieur Michel Godard, administrateur, demeurant à F-14910 Bénerville-sur-Mer, 96, avenue du Littoral.

Leur mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2021.

2. Monsieur Michel Godard, demeurant à F-14910 Bénerville-sur-Mer, 96, avenue du Littoral, est nommé administrateur-délégué de la société, avec pouvoir d'engager la société sous sa signature individuelle.

Son mandat d'administrateur-délégué expirera avec son mandat d'administrateur à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2016075716/22.

(160040743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Cozen s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3862 Schifflange, 56A, Cité Op Soltgen.

R.C.S. Luxembourg B 143.054.

Extrait de la résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 février 2016

L'associé unique de la société COZEN S.à.r.l. a décidé, en date du 24 février 2016, de prendre les résolutions suivantes:

L'associé unique décide d'accepter la démission de:

- Monsieur Renato COSTANTINI, entrepreneur, né à Pétange le 17/06/1964, demeurant à L-3441 Dudelange, 23, avenue Grande-Duchesse Charlotte

de son poste de gérant technique avec effet immédiat.

L'associé unique décide d'accepter la démission de:

- Monsieur Gilles INGLEBERT, né le 28/10/1971 à Pétange, demeurant à L-4808 Rodange, 116, chemin de Brouck de son poste de gérant administratif avec effet immédiat.

Par conséquent, l'associé unique décide de nommer:

- Monsieur Gilles INGLEBERT, né le 28/10/1971 à Pétange, demeurant à L-4808 Rodange, 116, chemin de Brouck

- Monsieur Renato COSTANTINI, entrepreneur, né à Pétange le 17/06/1964, demeurant à L-3441 Dudelange, 23, avenue Grande-Duchesse Charlotte

au poste de gérants de la société.

La gérance est donc désormais composée de manière suivante:

- Monsieur Gilles INGLEBERT, né le 28/10/1971 à Pétange, demeurant à L-4808 Rodange, 116, chemin de Brouck

- Monsieur Renato COSTANTINI, entrepreneur, né à Pétange le 17/06/1964, demeurant à L-3441 Dudelange, 23, avenue Grande-Duchesse Charlotte

La société est engagée par la signature individuelle d'un des deux gérants.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 24 février 2016.

Référence de publication: 2016075773/28.

(160040650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Concept Mode s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4220 Esch-sur-Alzette, 20, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.244.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 janvier 2015

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales signée en date du 29 janvier 2015 que Monsieur Ilie PREDA, demeurant à 13, rue Ecaterina Teodoroiu, Slatina, Judet Olt (Roumanie), cède 24 parts sociales lui appartenant dans la société à Madame Florentina GHEORGHESCU, demeurant à L-4831 Rodange, 310, route de Longwy.

Suite à cette cession, Madame Florentina GHEORGHESCU, devient associée unique de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée Générale Extraordinaire est close ce jour à 11h00.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, au siège de la société.

Pour extrait

Florentina GHEORGHESCU / Ilie PREDA

Référence de publication: 2016075769/16.

(160040836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Digital Wrap S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 178.633.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075786/10.

(160040416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Dextram, Société Anonyme.

Siège social: L-8821 Koetschette, 1, Z.I. Riesenhaff.
R.C.S. Luxembourg B 143.062.

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 04/06/2015

La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence de Madame Vanoost Carine, cette dernière remplissant également la fonction de scrutateur.

Pour cette A.G.O., le président nomme comme secrétaire Monsieur Collard Omer.

...

Troisième résolution

L'administrateur unique, Madame Vanoost Carine domiciliée Bérismenil n°79 à B-6982 La Roche-en-Ardenne ainsi que le Commissaire aux Comptes, Mr Collard Omer domicilié Grand rue 24 à L-9530 Wiltz, voient leurs mandats confirmés jusqu'à l'approbation du bilan relatif à l'année 2019.

Ces résolutions ont été prises à l'unanimité des voix

Wiltz, le 04/06/2015.

Le président / scrutateur / Le secrétaire

Référence de publication: 2016075784/19.

(160041084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Draco Pipe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 180.606.

Extrait des résolutions adoptées en date du 7 mars 2016 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société DRACO PIPE S.A.

- M. Alexandre TASKIRAN a démissionné de ses fonctions avec effet au 23 décembre 2015.

- M. Vishal SOOKLOLL, employé privé, né à Goodlands (République de Maurice), le 14 juin 1975, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été coopté administrateur de la Société avec effet au 23 décembre 2015. Il terminera le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Draco Pipe S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016075787/16.

(160041095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Ecotrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 46.186.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 1^{er} février 2016

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Jean-Marie LEGENDRE, administrateur démissionnaire, avec effet au 31 décembre 2015.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société

ECOTRADE S.A.

FMS SERVICES S.A. / S.G.A. SERVICES S.A.

Administrateur / Administrateur

Sophie CHAMPENOIS / Dominique MOINIL

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2016075805/19.

(160040686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Cirsa Funding Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 149.519.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique tenue en date du 19 Juin 2015:

1. Les mandats des administrateurs sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2020, à savoir:

Administrateurs

GANGLOFF Mathieu - 56, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

KLEYNHANS John - 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

LAO GORINA Manuel- 298 Ctra. De Castellar, Terrassa 08226 Barcelona

LAHUERTA BARBERO Isaac- 298 Ctra. De Castellar, Terrassa 08226 Barcelona

2. La nomination de l'administrateur A:

McCORMACK Noel - 58 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, a été acceptée avec effet au 19 Juin 2015 et jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2020.

3. Le mandat du Commissaire aux Comptes a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2016, à savoir:

Commissaire aux Comptes

Ernst & Young S.A., 7 Parc d'Activité Sydrall L-5364 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016075737/25.

(160041000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Eng Bréck mat Lateinamerika, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9208 Diekirch, 19, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg F 4.465.

—
Délibération du conseil d'administration:

Lors de la réunion du conseil d'administration du 7 février 2016, les membres présents (8 présences sur 9) ont décidé unanimement de transférer le siège social de l'asbl «Eng Bréck mat Lateinamerika» de 1, rue Pierre Schwartz L-7564 Mersch vers 19, rue Jean l'Aveugle L-9208 Diekirch.

Diekirch, le 18 février 2016.

Jacques Dahm

Le président

Référence de publication: 2016075810/14.

(160040789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Cadr' Academy 4 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 3.350.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 182.670.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 2 mars 2016

L'Assemblée a décidé:

- de renouveler le mandat de Monsieur Gilles Petit en tant qu'Administrateur A de la Société, pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016;

- de renouveler le mandat de la société «Control & Synergy Services S.à.r.l.» en tant que commissaire aux comptes pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016075730/15.

(160040993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Expon I (S.C.A.) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 203.846.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twentieth day of January.

Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg.

Appeared

1. Expon I (GP), Sàrl, a company organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-8308 Capellen, 13-15 Parc d'Activités

2. Arduina S.C., a company organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-8308 Capellen, 13-15 Parc d'Activités

Both here represented by Jérôme Wittamer, professionally residing at L-8308 Capellen, 13-15 Parc d'Activités, by virtue of proxies given privately on 18 January 2016.

The said proxies, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties represented as stated above, required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) with variable capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR), which they declare organised among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) with variable capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the name of Expon I (S.C.A.) SICAR (the "Company").

The Company shall be governed by the law of 15 June 2004 concerning the société d'investissement en capital à risque (SICAR), as amended (the "2004 Law").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Manager (as defined under Article 14 below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the Manager.

In the event that the Manager determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Term of the Company. The Company is incorporated for a limited period of ten years as from the first closing date (the "Term") as determined by the Manager and in accordance with the provisions of the offering memorandum of the Company (the "Offering Memorandum"). The Term may be extended upon proposal of the Manager by decision of the General Partner and the shareholders of the Company (the "Shareholders") for up to two consecutive one-year periods in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the present articles of association (the "Articles") as provided under Article 25 below.

The Company shall be automatically dissolved at the expiry of its term, after giving effect for extensions, if any.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it, directly or indirectly, in securities and other assets representing risk capital within the broadest meaning permitted under Article 1 of the 2004 Law and any other applicable CSSF circulars in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of its assets in consideration of the risk which they incur.

The Company qualifies as a "European venture capital fund" in accordance with Regulation (EU) No 345/2013 of the European Parliament and of the Council of 17 April 2013 on European venture capital funds (the "EuVECA Regulation") and will comply with the requirements set-forth therein.

The Company may contract any form of borrowings and issue bonds, debentures and any other debt instruments.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2004 Law and any other applicable circulars.

Art. 5. Liability. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. Pursuant to article 107 of law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), the Manager shall be liable in accordance with article 59 of the 1915 Law.

The holders of Class A Shares, Class B Share and Class C Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their commitment (being, in relation to a Shareholder, the amount committed by it to the Company (including any increase to such Commitment during the life of the Company) (and accepted by the Manager), whether or not such amount has been advanced in whole or in part and whether or not it has been repaid to the Shareholder in whole or in part, hereafter "Commitment") to the Company.

Art. 6. Determination of the investment objectives. In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the Company's investment objectives, strategies, policies and risks will be further detailed in the Offering Memorandum.

Art. 7. Share Capital.

(a) The share capital of the Company shall be represented by shares (the "Shares") of no nominal value and shall at all times be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital of the Company, increased, if applicable, by share premium, which must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under Luxembourg law, is one million Euros (EUR 1,000,000). The Manager acting on behalf of the Company has full discretion to organise the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown as further disclosed in the Offering Memorandum.

(b) The share capital of the Company shall be represented by the following classes (the "Classes") of Shares:

(i) "General Partner Share": the Share subscribed at the time of incorporation of the Company by the General Partner as unlimited shareholder (associé commandité) of the Company;

(ii) "Class A Shares": a class of Shares issued to certain limited Shareholders (actionnaires commanditaires) of the Company contributing at least 1,000,000.- Euros in accordance with the provisions of the Offering Memorandum, subject to waiver by the Manager;

(iii) "Class B Shares": a class of Shares issued to certain limited Shareholders (actionnaires commanditaires) of the Company contributing at least 125,000.- Euros, in accordance with the provisions of the Offering Memorandum; and

(iv) "Class C Shares": a class of Shares reserved for persons who have substantially contributed to the creation, fundraising or investment sourcing of the Company and for any other persons designated by the Manager in its sole discretion.

The Manager may create additional classes of Shares in accordance with the provisions and subject to the requirements of the 1915 Law.

(c) The Company is incorporated with a subscribed capital of thirty-one thousand and one euro (€31,001.-), consisting of one (1) General Partner Share with no nominal value and thirty one thousand (31,000) Class C Shares with no nominal value, each fully subscribed, issued and paid-up.

Art. 8. Shares.

(a) Shares in the Company are exclusively restricted to well-informed investors within the meaning of article 2 of the law of the 2004 Law (hereinafter a "Well-Informed Investor"). A Well-Informed Investor shall be any institutional investor, professional investor or any other investor who, for the combined purpose of the 2004 Law and the EuVECA Regulation, meets the following conditions:

1. such investor has confirmed in writing that he/she/it adheres to the status of Well-Informed Investor;
2. such investor invests a minimum of €125,000 in the Company; and
3. such investor has stated in writing and separately to the Subscription Agreement (as defined below) being aware of the risks associated with the envisaged Commitment and the subsequent investment into the Company.

These conditions do not apply to investments made by permitted persons in accordance with applicable laws and regulations, in particular the EuVECA Regulation and the 2004 Law.

(b) Shares shall be issued in registered form only.

The inscription of the Shareholder's name in the Register of Shareholders (as defined below) evidences its right of ownership of such Shares. Share certificates in registered form may be issued upon request and at the cost of the requesting Shareholders and shall be signed by the Manager. Such signature may be either manual or printed, or by facsimile. If Share certificates are issued and a Shareholder desires that more than one Share certificate be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such Shareholder.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders (the "Register of Shareholders"), which shall be kept by the Registrar and Transfer Agent. The Register of Shareholders shall contain the name of each Shareholder, its/his/her residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares it/he/she owns, the amount paid in on each such Share. Each Shareholder shall receive a confirmation of its inscription in the Register of Shareholders and Share certificates will only be issued upon request and at the cost of the Shareholder and shall be signed by the Manager. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information

contained in the Register of Shareholders as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements.

(c) If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, lost, stolen or destroyed, then, at its/his/her request, a duplicate certificate may be issued under such conditions as the Company may determine subject to applicable provisions of the law. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. Severely damaged Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The severely damaged certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or for a new certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old certificate.

(d) Fractional Shares may be issued up to three places after the decimal and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent that their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

(e) Each whole Share grants the right to one vote at the general meeting of Shareholders and at separate Class meetings of the holders of Shares of each of the Classes.

(f) The Company only recognizes one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(g) Each Shareholder will have first accepted and signed a subscription agreement (the "Subscription Agreement") wherein it irrevocably commits to make all payments for the entire amount of its Commitment.

Art. 9. Transfer of Shares.

9.1. Transferability

(a) Any sale, assignment, transfer, exchange, contribution, pledge, charge, capital gains sharing agreement, other disposition or deemed disposition, encumbrance, or universal transfer of assets and liabilities, in any form whatsoever, by a Shareholder of all or any part of any Shares; and any sale or transfer of any financial instrument, contract or right, such as right of usufruct or option right, the value of which is determined in whole or in part by reference to all or any part of any Share (a "Transfer") may only take place with the prior written approval of the Manager and in accordance with applicable law, these Articles and the Offering Memorandum.

(b) Any Share Transfer made in breach of the provisions of this Article 9 shall be null and void and of no force or effect against the Company and the Shareholders. Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the Register of Shareholders and, until remedied, all the rights and obligations attached to the Shares will be exercised by or enforced against, as appropriate, the transferor holding the Shares in question, without prejudice to any liability it may incur with respect to the Company or to the other Shareholders.

The Company will restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any person not meeting the conditions of Well-Informed Investor as defined in Article 8 above.

For this purpose the Company will:

(i) refuse to register the transfer of Shares where it appears that this transfer would or could have the effect of conferring ownership of the Share to any person not meeting the conditions of Well-Informed Investor;

(ii) proceed with the forced redemption of the relevant Shares if it appears that a person does not meet the conditions of Well-Informed Investor.

9.2. Removal of the General Partner and of the Manager and transfer of the General Partner Share

9.2.1 The Manager will be appointed by the General Partner, acting on behalf of the Company as further described under Article 14 hereof. The Manager can be removed where the Manager has been sentenced by court order for fraud or gross negligence in connection with the performance of its duties to the Company ("For Cause Removal"). In case of gross negligence, the Company must have suffered a material adverse effect. Upon removal of the Manager, the General Partner will automatically transfer the General Partner Share as further described below. A decision to remove the Manager requires the approval of the general meeting of Shareholders. A removal decision shall be validly passed without the vote of the holders of Class C Shares and of the General Partner, which shall abstain at the general meeting of Shareholders convened for voting upon the For Cause Removal.

The decision of For Cause Removal shall be validly taken by the general meeting of Shareholders at a majority of at least seventy-five per cent (75%) of all Class A and Class B Shares issued and outstanding. Upon a positive vote of the general meeting of Shareholders on the For Cause Removal, the general meeting of Shareholders shall immediately appoint a transferee to the General Partner Share (the "Transferee") by way of a majority resolution of at least seventy-five per cent (75%) of the votes validly cast by Shareholders with a fifty per cent (50%) quorum of the capital of the Company at the first meeting called or, if such quorum is not met at such first meeting, with no quorum requirement for any succeeding meeting called to consider such resolution, subject to the prior approval by the Luxembourg supervisory authority. The transfer of the General Partner Share shall occur at cost to the benefit of the Transferee.

9.2.2. The General Partner Share held by the General Partner is not transferable to any person without the prior approval of the Luxembourg supervisory authority and the consent given at a general meeting of Shareholders in accordance with the quorum and majority requirements as provided under Article 9.2.1 above.

9.3. Transfer of Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares

9.3.1. Notice of the Transfer

a) Any Shareholder planning to transfer Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares (a "Planned Transfer") to another Shareholder or to a third party must notify the Manager of this Planned Transfer by registered letter with acknowledgement of receipt (the "Transfer Notice") at least 15 days prior to the planned date of the Transfer.

b) The Transfer Notice must include the following information in order to be taken into account under the provisions of this article:

(i) the number of Class A Shares, Class B Shares or Class C Shares the Transfer of which is planned (the "Transferred Shares");

(ii) the price at which the transferee proposes to purchase the Transferred Shares; and

(iii) the name, postal address and tax domicile of the transferor and of the transferee.

9.3.2. Unrestricted Transfers

The following Transfers of Class A Shares, Class B Shares or Class C Shares by a Shareholder shall be unrestricted; unless otherwise stated below and provided that the transferor sends a Transfer Notice to the Manager at the latest fifteen (15) days prior to the date planned for the Transfer:

a) in the event the relevant Shareholder is not an undertaking for collective investment, a Transfer by the Shareholder:

(i) to any body corporate or other entity, which in relation to the person concerned is a holding company or a subsidiary of that holding company or a subsidiary. An entity is a holding company of another entity if it holds the majority of the voting rights and is a subsidiary of another company if that other company holds a majority of the voting rights in its shares of this Shareholder (hereafter, an "Affiliate"), or

(ii) to an undertaking for collective investment managed by this Shareholder or by an Affiliate.

b) in the event that the relevant Shareholder is an undertaking for collective investment, a Transfer by the Shareholder:

(i) to its management company or its investment manager, or

(ii) to any investment vehicle which is managed by its management company, its investment manager or by an Affiliate of its management company or of its investment manager (the entities referred to in (b)(i) and (b)(ii) are defined as "Affiliated Entities").

(iii) The Manager shall however have the right to prohibit any Transfer which the Manager reasonably believes would have adverse regulatory and/or fiscal consequences for the Company, the General Partner, the Manager or their Affiliates. Failure to prohibit the unrestricted Transfer within ten (10) business days shall be deemed an approval by the Manager.

If there are at least two (2) successive Transfers of the same Shares to Affiliates or to Affiliated Entities, each Transfer after the first Transfer shall only be unrestricted if the proposed transferee is an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor in the first Transfer.

In any Transfer to an Affiliate or to an Affiliated Entity, if, at any time whatsoever, the transferee in question ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, then the transferee must, if the Manager so requests of it, transfer all the Shares which had been transferred to it back to the transferor as soon as possible.

9.3.3 Approval

a) Prior written approval of the Class A Share, Class B Share or Class C Share Transfer - In order to maintain the unity of the Company's Shareholders, Class A Shares, Class B Shares or Class C Shares cannot be the subject of a Transfer by their holders to any person, whether or not a Shareholder, without the prior written approval of the Manager.

b) Exceptions - Class A Shares, Class B Shares or Class C Shares may be the object of a Transfer, without having to be first approved by the Manager in the event of an unrestricted transfer referred to in Article 9.3.2.

c) Decision of the Manager - The decision of the Manager whether or not to give its approval is notified to the transferor. Failing notice of a decision within fifteen (15) days following the date of the Transfer Notice shall be deemed a refusal to give approval. The decision does not have to be reasoned.

d) Completion of an approved Transfer - In the event that a Planned Transfer is approved under the conditions provided for above, the transferor having notified it must make the approved Transfer, strictly in the terms and within the period specified in the approval, or, if no period was specified, within sixty (60) days following the date of the approval notice. Should the transferor fail to complete the Transfer within this period, it must again, prior to any Class A Share, Class B Share or Class C Share Transfer, comply with the provisions of these Articles.

Should it happen that the transferor is unable to complete, within this period, the Transfer planned and approved under the conditions provided for above, neither the Company nor any of the Shareholders shall be bound to redeem the Shares in question nor shall either have to indemnify the transferor in any manner whatsoever, nor shall the Manager be required to approve any other Planned Transfer notified by the transferor subsequently.

9.3.4 Compensation

The Manager shall be reimbursed by the transferor for all costs incurred with respect to a Transfer. The Manager may also receive compensation from the transferor, negotiated by mutual consent, if the transferor requires its assistance in seeking a transferee for its Shares.

9.3.5 Miscellaneous

In the event that a Transfer is effected before all commitments have been called, the obligations in respect of the undrawn Commitment under the Subscription Agreement entered into by the transferor shall be transferred by the transferor together with the said Shares. Therefore, after the procedures above have been completed, the transferee shall become the owner of the Shares it wishes to acquire only if the transferee has executed a transfer agreement under the terms of which the transferee shall irrevocably undertake to assume all outstanding obligations of the transferor under the Subscription Agreement entered into by the transferor.

Art. 10. Issue of Shares. Each prospective Shareholder shall be asked to commit to subscribe for Shares in accordance with the Offering Memorandum on one or more dates or periods as determined by the Manager and which shall be indicated and more fully described in the Offering Memorandum.

Payments for subscriptions to Shares shall be made in whole or in part on the dates described in the Offering Memorandum. The form of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the Manager in accordance with the provisions of the Offering Memorandum and the Subscription Agreement signed by the Shareholder.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from a réviseur d'entreprises agréé and provided that such securities or other assets comply with the investment objectives and strategy of the Company. The costs of such report shall not be borne by the Company.

Art. 11. Redemption or Acquisition of Shares. The Company is a closed-ended company and thus Shareholders may not request the unilateral redemption of their Shares.

Nonetheless, the Company may proceed with a transfer or a compulsory redemption or acquisition of the Shares (excluding the General Partner Share) if a Shareholder ceases to be or is found not to be a Well-Informed Investor within the meaning of Article 8 of these Articles. Such transfer or compulsory redemption or acquisition shall be made under the conditions set forth in Article 12 of these Articles and shall be applicable to the exclusion of a Shareholder in the event of default of payment.

The Company may also redeem or acquire Shares in the event of default of payment by a Shareholder under the conditions provided for in Article 12 of these Articles and within the conditions set forth under the 1915 law.

The Company may redeem or acquire Shares whenever the Manager considers redemption to be in the best interests of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled or held by the Company in a treasury account, as may be resolved from time to time by the Manager.

The Company shall have the right, if the Manager so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie (in kind) by allocating to the Shareholder assets from the portfolio of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudice to the interests of the other Shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of the approved statutory auditor of the Company. The specific costs for such redemptions in specie (in kind), in particular the costs of the special audit report, shall be borne by the Shareholder or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Manager considers that the redemption in specie (in kind) is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

The Company may acquire its own Shares at a price which shall be calculated in accordance with the provisions set forth under Article 12 hereof.

Art. 12. Delays or Defaults in Payment.

12.1. Definition of Default

If any Shareholder fails to pay, in whole or in part, any amount which is either the subject of a drawdown notice given in writing by the Manager to a Shareholder under the conditions provided in the Offering Memorandum (the "Drawdown Notice") or due and payable by the Shareholder pursuant to the Offering Memorandum, the Articles and the Subscription Agreement (the "Amount Due") on or before the date on which a capital call is made by the Manager subsequent to the initial drawdown called by the Manager (a "Further Drawdown") (the "Payment Date"), the Manager may, at any time thereafter, send a letter notifying such failure and demanding payment (the "Defaulting Letter") to such Shareholder.

12.2. Consequences for Shareholders as from the Payment Date

Interest shall accrue on the Amount Due automatically and without any formality whatsoever being necessary, calculated pro rata temporis on the basis of the 6 month Euribor interest rate, as published as at 11:00 a.m. (London time) on the relevant Payment Date by Reuters, plus 300 basis points for the period from the Payment Date until the date on which such outstanding amount and interest thereon shall have been paid in full and received by the Company (the "Accrued Interest").

Furthermore, the Manager shall have the right to determine in its sole discretion:

(a) that the Shareholder which has defaulted on its payment shall not be entitled to receive any distributions from the Company of any kind whatsoever; and/or

(b) that whenever the vote, consent, or decision of a Shareholder is required or permitted pursuant to this Offering Memorandum or the Articles, the exercise of voting rights attached to all the shares held by any Shareholder (a "Defaulting Shareholder") that has not paid the Amount Due as well as the Accrued Interest on or prior to the date on which the Defaulting Letter was sent (the "Default Date"), (the "Relevant Shares") shall be suspended, being understood that the Commitments of such Defaulting Shareholders shall not be included as part of the "total Commitments" for any Shareholders' vote purposes.

12.3. Remedy before Default Date

The Shareholder may remedy its default by paying, prior to the date indicated in the Defaulting Letter to remedy the default, which shall not be less than twenty (20) business days (being a day (not being a Saturday or Sunday or a public holiday) on which banks are generally open for non-automated business in Luxembourg) after the Default Date, the Amount Due and the Accrued Interest (the "Remedy Date")

In such case, such Shareholder shall recover:

(a) its right to receive distributions, including any distributions which took place between the Payment Date and the Remedy Date; and

(b) its voting right, it being specified that (i) the Shareholder shall not recover the right to participate in any vote, consent or decision which took place between the Payment Date and the Remedy Date and (ii) any vote, consent or decision which took place between the Payment Date and the Remedy Date shall not be considered as null, invalid or void on the basis that such Shareholder did not participate to such vote, consent or decision.

12.4. Consequences for Shareholders as from the Default Date

For the avoidance of doubt, (i) the Accrued Interest will continue to accrue on any unpaid Amount Due, and (ii) such Defaulting Shareholder shall remain liable for the payment of any and all Further Drawdowns made by the Manager unless otherwise decided, in its sole discretion, by the Manager in the case the Manager exercises one and/or several of the remedies provided in this Article 12.4.

In addition to the foregoing, no right, power or remedy conferred upon the Manager in this Article 12.4 shall be exclusive, and each such right, power or remedy shall be cumulative and in addition to every other right, power or remedy whether conferred in this Article 12.4 or now or hereafter available at law or by statute or otherwise. No course of dealing between the Manager and any Defaulting Shareholder and no delay in exercising or partial exercise of any right, power or remedy conferred in this Article 12.4 or now or hereafter existing at law, by statute or otherwise shall operate as a waiver or otherwise prejudice any such right, power or remedy at any time as from the Default Date. The Manager shall have the right (but shall not be required) to exercise one or more of the rights described in the Article 12.4.1 to 12.4.3 below separately, subsequently, collectively or as a single action or as several separate actions:

12.4.1. Exclusion by Compulsory Redemption of Shares by the Company

(a) The Manager may decide that all or part of the Relevant Shares shall be redeemed by the Company at a purchase price determined in accordance with Article 12.5 hereof (a "Compulsory Redemption"). All or part of the Relevant Shares will either be cancelled thereupon or transferred to one or more purchasers, including the General Partner, the Manager or any of its Affiliates, the other non-defaulting Shareholders or any third party indicated by the Manager (the "Purchaser").

(b) The Manager shall convene an extraordinary general meeting ("EGM") in order to vote on the Compulsory Redemption of all or part of the Relevant Shares and the full or partial exclusion of the Defaulting Shareholder. Any resolution of an EGM in this respect must be passed by a simple majority of the votes cast at the meeting, without any quorum requirement, and with the consent of the General Partner. The Shareholders hereby give, until the end of the Term, an irrevocable proxy to the General Partner to vote in favour of the full or partial exclusion of the Defaulting Shareholder at any and all such EGMs held for the purpose of voting for the Compulsory Redemption and the full or partial exclusion of such Defaulting Shareholder.

12.4.2. Purchase Option

(a) An irrevocable undertaking to Sell Shares

Each Shareholder irrevocably agrees to sell all of the Relevant Shares to the Manager or any party who may be substituted in the place of the Manager as designated by the Manager (the "Purchase Option"), subject to the terms and the conditions provided herein, if the Shareholder has not paid the Amount Due as well as the Accrued Interest on or prior to the Default Date.

The Manager accepts this Purchase Option as a unilateral irrevocable undertaking to sell on the part of the Shareholder with no obligation to purchase on the part of the Manager and the Manager reserves the right to exercise such Purchase Option.

Each Shareholder is bound by the Purchase Option until the closure of the liquidation of the Company. Such Purchase Option granted to the Manager as an irrevocable right may be exercised at any time as from any Default Date, until the closure of the liquidation of the Company.

(b) Substitution

A non-defaulting Shareholder or any third party designated by the Manager may be substituted for the Manager in the Manager's rights arising from Articles 12.4.2(a) to 12.4.2(d) herein at the time of the exercise of the Purchase Option or at any time before the transfer of all or part of the Relevant Shares.

(c) Exercising the Purchase Option

The Manager shall have the right to exercise the Purchase Option as of the Default Date in the event that a Shareholder has not paid the Amount Due as well as the Accrued Interest on or prior to the Default Date.

The Manager shall notify the Defaulting Shareholder of the exercise of the Purchase Option and of its intent to purchase all or part of the Relevant Shares by any written means (the "Call Notice"). The Manager will indicate in the Call Notice the number of Relevant Shares which will be purchased. The price at which the Purchase Option will be exercised shall be determined in accordance with Article 12.5 hereof.

(d) Breach by the Defaulting Shareholder

In the event that the Manager or any party who has been substituted in the place of the Manager, as the case may be, notifies the exercise of the Purchase Option to the Defaulting Shareholder in accordance with the terms and conditions set out above, and the Defaulting Shareholder does not perform its obligations to transfer all or part of the Relevant Shares in accordance with the terms and conditions set out above or does or fails to do anything that prevents such transfer, the Manager or any party who has been substituted in the place of the Manager, as the case may be, may pay the Purchase Price (as defined under Article 12.5 hereof) into an escrow account held by the Depositary or any other entity as designated by the Manager. In this case, the presentation of a copy of the Call Notice and the escrow agreement shall be deemed to constitute a transfer order and shall cause the Company to enter the transfer in the relevant Register of Shareholders.

The Purchase Price paid into the escrow account shall be paid to the Defaulting Shareholder as soon as practicable following the transfer of all or part of the Relevant Shares in accordance with the terms and conditions set out above.

12.5. Purchase Price

In the event the Manager decides to proceed with a Compulsory Redemption or exercise the Purchase Option, such redemption or purchase shall occur at a price (the "Purchase Price") equal to the lower of:

(a) the subscription price per Share paid (excluding any amount payable by any shareholders (excluding the holders of the Manager Share and the Class C Shares) whose Commitments are accepted by the Manager (or who increase their Commitment) after the first closing date, as further described in the Offering Memorandum, but including special premium contributions (as described in the Offering Memorandum), if any, upon subscription at the time for the Relevant Shares discounted at a discount rate of 90%; and

(b) the last available Net Asset Value, as described in article 13 below, per Share at the close of the liquidation of the Company multiplied by a factor of 10% (i.e. discount rate of 90%).

The above mentioned Purchase Price will be finally determined and payable only at the close of the liquidation of the Company.

Notwithstanding the Purchase Prices provided in sub-clauses (a) and (b) above, the Manager may at its sole discretion propose a higher price if it is in the interest of the Company.

The Manager shall deduct from the Purchase Price the Accrued Interest incurred until the date of payment of the Purchase Price.

In addition, the Manager shall also deduct the following amounts (collectively referred to as "Default Expenses") from the Purchase Price:

(a) any costs or expenses (including any taxes and legal fees) incurred by the Company, the Manager, the General Partner or their Affiliates due to the Defaulting Shareholder's failure to pay the Amount Due and the Accrued Interest; and

(b) any costs (including interest) incurred directly or indirectly as a result of any borrowings entered into by the Company to cover any shortfall as a result of the actions of the Defaulting Shareholder; and

(c) in the event of a Compulsory Redemption, an amount equal to the Defaulting Shareholder's pro rata share of the Management Fee and any other expenses referred to in Article 11 of the Offering Memorandum which would have been payable by the Defaulting Shareholder over the life of the Company, had the default not occurred.

Once the Accrued Interest and the Default Expenses have been deducted from the Purchase Price, the Defaulting Shareholder shall receive the balance, if any, of the Purchase Price.

Notwithstanding the foregoing, in the event of a Compulsory Redemption, such balance amount shall only be payable to the Defaulting Shareholder during the liquidation period of the Company after all other non-defaulting Shareholders have received full repayment of their Paid-Up Amount and payment of the Preferred Return according to Article 9 of the Offering Memorandum.

If the Accrued Interest and the Default Expenses exceed the Purchase Price, the difference shall be owed by the Defaulting Shareholder to the Company.

12.6. Transfer of Ownership of the Relevant Shares

The Shareholder represents and warrants that in the event of a Compulsory Redemption or a Purchase Option, the Relevant Shares will be redeemed or purchased free of any rights, encumbrances and liens and with full possession.

The Manager shall be constituted as the agent for the redemption or transfer of the Relevant Shares and each of the Shareholders hereby irrevocably appoints, until the end of the Term, the Manager as their true and lawful agent (mandataire) to execute any documents required in connection with such redemption or transfer if they shall become a Defaulting Shareholder. Each such Shareholder undertakes to ratify whatever the Manager shall lawfully do pursuant to such power of attorney and to keep the Manager indemnified against any claims, costs and expenses which the Manager may suffer as a result thereof.

The Defaulting Shareholder undertakes to do all such acts and things, carry out all formalities, and, in particular, execute and deliver all required deeds, acts and documents, and perform all obligations arising thereunder, as may be necessary to give effect to the transfer of the Relevant Shares in particular against third parties.

The Company shall make such revisions to the Register of Shareholders as may be necessary to reflect the change in Shareholders.

12.7. General

For the avoidance of doubt, the Manager shall have the right to issue Further Drawdowns to non-defaulting Shareholders as necessary to make up for the shortfall due to the default of the Defaulting Shareholder up to the Commitment of each Shareholder.

12.8. Preservation of Rights

When the Manager exercises a particular right under Article 12, it shall not be prevented from subsequently exercising such right under Article 12 and/or any other right at any time.

The rights herein are stipulated in favor of the Manager and the Manager in its sole discretion acting in good faith may waive any of such rights without prejudice to any other rights.

Each Shareholder acknowledges that the non-performance of its obligations arising under this Article cannot be adequately redressed by monetary damages alone, and, consequently, recognizes the right of the Manager to seek enforcement of the terms hereof.

Art. 13. Calculation of the Net Asset Value. In order to determine the Net Asset Value of the Shares, the Company assets will be valued under the responsibility of the Manager according to criteria, which comply with the international private equity and venture capital valuation (IPEV) guidelines as endorsed by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA-Invest Europe). The value of the Company assets is based on the fair market value estimated in good faith.

The Net Asset Value per Share of each Share Class will be determined in respect of any Valuation Date (as determined in the Offering Memorandum) in the currency of the relevant Class and will be calculated by dividing the value of the net assets of the Company attributable to such Share Class by the number of Shares in issue of that Share Class.

The values expressed in a currency other than the reference currency of the Company will be converted at the applicable exchange rate in Luxembourg on the relevant Valuation Date.

The valuation of the portfolio shall be submitted to the approved statutory auditor of the Company by the Manager no less than once a year prior to determination of the Net Asset Value of the Shares.

13.1. Unlisted Investments and Investments listed on a market which is not a Financial Instruments Market

These Investments will be valued at fair value in accordance with the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines developed by the IPEV (International Private Equity & Venture Capital Valuation) executive board, December 2012 Edition, as amended from time to time or replaced by the IPEV executive board. During the period starting on the date of completion of the Investment by the Company until the Portfolio Company (as described in the Offering Memorandum) has predictable, consistent, positive earnings or positive cash flows, fair value will be determined in accordance with the price of recent investment methodology, comparables and milestones methodologies, as appropriate.

13.2. Investments listed on a Financial Instruments Market

Investments listed on a financial instruments market will be valued at their closing pricing on the valuation date.

In some cases, the Manager may apply a marketability discount to the valuation obtained on the basis of the market price. This will be the case where:

- (a) there is a formal restriction on trading in the relevant securities; or
- (b) there is a risk that the holding may not be able to be sold immediately.

13.3. Shares or units in undertakings for collective investment or other collective entities

Shares or units in undertakings for collective investment or other collective investment entities will be valued at their last available net asset value per share or unit or, if such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the Manager on a fair and equitable basis.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles, the valuation of the Company's assets and the calculation of the Net Asset Value per Share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the Manager to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

13.4. Suspension of the Calculation of the Net Asset Value

The Manager may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of Shares where:

- (a) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of Company's assets would be impracticable; or
- (b) a breakdown has occurred with respect to the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments of the Company or the current prices on any market or stock exchange; or
- (c) any period when any of the principal stock exchanges or markets on which any substantial portion of the investment of the Company are quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or
- (d) the Company is unable to repatriate funds or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the Manager be effected at normal rates of exchange; or
- (e) during any period when in the opinion of the Manager there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders to continue dealing with Shares of the Company or any other circumstance(s) where a failure to do so might result in the Shareholder incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Shareholder might not otherwise have suffered; or
- (f) if the Company is being or may be wound-up, on or following the date on which such decision is taken or notice given to the Shareholders of a general meeting of shareholders at which a resolution to wind-up the Company is to be proposed.

No issue or, if applicable, redemption of Shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended. Notice of any suspension will be given to Shareholders, if, according to the Manager, the suspension is likely to exceed a certain period of time provided for in the Offering Memorandum.

Art. 14. The Manager and the General Partner. In accordance with article 107 of the 1915 Law, the Company shall be managed by a manager who shall qualify as a EuVECA manager under the EuVECA Regulation and who shall be appointed by the General Partner (the "Manager"). In this respect, the General Partner will enter into a management agreement with the Manager in view of supplying the Company in particular with portfolio management, administration and marketing services. Alternatively, the Company may also elect to qualify as an internally managed venture capital fund under the EuVECA Regulation and Directive 2011/61/EU. The above will be more specifically disclosed in the Offering Memorandum.

The general partner (associé commandité) of the Company shall be Expon I (GP), S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner").

Art. 15. Powers of the General Partner and the Manager. The Company will be exclusively managed by the Manager who shall have exclusive responsibility for the operation of the business and the management of the affairs of the Company and shall have the power and authority to do all things necessary to carry-out the purposes of the Company subject to the powers expressly assigned by law, the Offering Memorandum and these Articles to the General Partner and/or to the general meeting of Shareholders. The Manager of the Company is responsible for the management of the Company and for its overall investment policy.

The Manager may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Shares other than the Manager Share may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Manager.

The Manager may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the Offering Memorandum in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

The Manager may also delegate its power in accordance with article 107 of the 1915 Law and/or appoint an investment adviser.

Unless and except to the extent that the Manager decides itself to exercise any of the below powers and notifies the General Partner accordingly, the General Partner will have full power and authority to do each of the following acts or things on behalf of the Company and so as to bind the Company thereby:

- (a) generally, as a general partner, represent the Company in its dealings with the Manager, including in particular the negotiation, execution of and any subsequent amendments to the management agreement with the Manager in such form as the General Partner may approve, which will reflect the provisions of these Articles in relation to the management of the Company and provided that no amendment will be made which would cause the provisions of the management agreement to directly conflict with the provisions of these Articles;
- (b) execute any document, make any filing or registration or do any other act or thing required by the 1915 Law which the Manager may properly direct the Company to execute or do; and
- (c) execute any document or do any other act or thing which the Manager may require or cause the General Partner to execute or do under the provisions of these Articles;

provided that, without prejudice to the above, the General Partner will monitor and supervise the activities of the Manager and will do all things and discharge all duties or requirements of or imposed on a general partner by the 1915 Law (whether or not on behalf of the Company) and in particular so as to ensure, so far as it is able, that the liability of the limited Shareholders is and remains limited as provided in the 1915 Law; and where it is to do so on behalf of the Company it is hereby expressly authorised to do so accordingly.

Art. 16. Actions by the Manager.

(a) Except as may be expressly limited by the provisions of these Articles and under the 1915 Law, the Manager is specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents requisite to carrying out the intentions and purposes of these Articles and of the Company;

(b) The Manager, in its sole discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of any service or management agreement;

(c) Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the Manager in connection with the management of the Company shall become the property of the Manager;

(d) The Manager may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of managers of the Manager or not) as it thinks fit.

Art. 17. Representation of the Company. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the Manager or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Manager.

Art. 18. Indemnification. To the fullest extent permitted by law (a) the General Partner and the Manager, any Affiliate and any of their officers, directors, shareholders, partners, agents, members or employees and (b) each of the members of the Investor Advisory Committee (as described in the Offering Memorandum) and the Shareholders they represent and any of their directors, officers and employees (each an "Indemnified Person") shall not be liable for any loss, liability, action, suit, proceeding, claim, cost, demand, damage or expense (including reasonable legal fees and expenses and costs of investigation) incurred or threatened (collectively, "Claims and Expenses") by reason of any action taken or omitted to be taken by such Indemnified Person if such action was taken or omitted to be taken (i) in good faith and in the reasonable belief that such action or omission was in, or was not opposed to the best interests of the Company or (ii) in good faith in accordance with the advice of legal counsel; provided however, that the foregoing shall not relieve any Indemnified Person from liability for any Claims and Expenses that resulted from acts or omissions of such Indemnified Person which constituted gross negligence, wilful or reckless misconduct, intentional or reckless disregard of its obligations and duties in relation to the Company, fraud, wilful and material breach of any contractual arrangements agreed upon by the relevant Shareholders, commission of a criminal offence, material breach of fiduciary duty or other material breach of any obligations under any regulatory arrangements made or established pursuant to applicable law and to which the Indemnified Person is subject.

To the fullest extent permitted by applicable law, the Company shall indemnify and hold harmless each of the Indemnified Persons from and against any and all Claims and Expenses which may be imposed on, incurred by or asserted at any time against such Indemnified Person related to or arising out of any contractual arrangements agreed upon by Shareholders or the management or administration of the Company or in connection with the business or affairs of the Company or the activities of such Indemnified Person on behalf of the Company; provided however, that no Indemnified Person shall be entitled to indemnification hereunder to the extent such Claims and Expenses resulted from acts or omissions of an Indemnified Person which constituted gross negligence, wilful, reckless misconduct, intentional or reckless disregard of its obligations and duties in relation to the Company, fraud, wilful and material breach by the General Partner and/or the Manager (as the case may be) of any contractual arrangements agreed upon by the relevant Shareholders, commission of a criminal offence, material breach of fiduciary duty or other material breach of any obligations under any regulatory arrangements made or established pursuant to applicable law and to which the Indemnified Person is subject. The Company may nevertheless advance legal fees payable by the Indemnified Person in connection with the defense against such claim or action to a reputed counsel previously approved by the Manager.

Upon indemnification by the Company, the Company shall be subrogated in all rights of the Indemnified Person to the largest extent permitted under applicable law.

Art. 19. Conflicts of Interest. The guidelines in relation to the conflict of interest are fully described in the Offering Memorandum.

Art. 20. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a service provider authorised for such purpose under the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (the "Depositary") which meets the requirements of the 2004 Law and the AIFM Law.

The Company's securities, cash and other permitted assets will be held in custody by or in the name of the Depositary, which will fulfil the obligations and duties provided for by the 2004 Law and the AIFM Law.

The duties of the Depositary cannot be terminated unless and until a successor shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 21. General Meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders represents all Shareholders of the Company. It has the powers expressly reserved to it by law or these Articles provided that a resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner.

The annual general meeting of Shareholders of the Company will be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice, on the first Wednesday of the month of June at 11.00 a.m. (Luxembourg time) of each year, and for the first time in 2017.

Any resolution of a general meeting of Shareholders affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the present Articles of Association must be approved by the General Partner.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Notices of all general meetings of Shareholders, setting forth the agenda and specifying the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto and referring to quorum and majority requirements, will be sent by registered mail to the Shareholders, at least eight (8) days prior to the meeting, to their addresses in the Register of Shareholders and may be published if required under Luxembourg laws.

Art. 22. Accounting Year. The Company's accounting year shall begin on 1st January of each year and shall end on 31st December of the same year.

Art. 23. Annual Report. The Company shall publish an annual report in accordance with general accounting principles accepted in Luxembourg or any other accounting principles applicable pursuant to Luxembourg laws.

Art. 24. Distributions. The right to distributions and the right to capital reimbursement of each Class of Shares are determined by the Manager in accordance with the provisions of the Offering Memorandum. No distribution can take place if, following this distribution, the capital of the Company would fall below the minimum capital provided for by the 2004 Law.

Art. 25. Amendments to the Articles of Association. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending these Articles must be passed by a quorum of fifty percent (50%) of the capital of the Company and a majority of two-thirds of the votes cast at the meeting and with the consent of the General Partner. Each amendment to these Articles entailing a variation of rights of a Class of Shares must be approved by a resolution of the general meeting of Shareholders and of a separate meeting of the Shareholders of the relevant Class of Shares and with the consent of the General Partner.

Art. 26. Dissolution, Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out in accordance with the provisions of the 2004 Law, by one or more liquidators named by the general meeting of Shareholders resolving to dissolve the Company, upon proposal by the General Partner and subject to the prior approval of the Luxembourg supervisory authority. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of Shares.

Art. 27. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2004 Law and the EuVECA Regulation.

Art. 28. Shareholder's Information. Any information or document that the Company or the Manager must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Shareholders shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Shareholders in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's sales documents, offering or marketing documentation (ii) subscription redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's alternative investment fund manager's or any third party's registered office, (viii) a third party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or the Manager to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or the Manager may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's sales document or at the Company's or the Manager's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, a Shareholder acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, a Shareholder acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, a Shareholder (i) acknowledge and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means

of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or the Manager's registered office.

Art. 29. AIFMD provisions. The following provisions shall be applied if and to the extent applicable and/or required by applicable laws and regulations, in particular the Directive 2011/61/EU and the AIFM Law, and as further disclosed in the Offering Memorandum.

1) The Depositary of the Company may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows, to the extent applicable, its Manager to grant such a discharge and, more generally allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Shareholders in accordance with the provisions of the Offering Memorandum; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

2) Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counter-parties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's, or the Manager's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or of the General Partner's or of the Manager's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or the Manager's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the Company and/or the Manager.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or the participation to, the Company's or the Manager's management or activities of the Manager and/or the General Partner (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company, the Manager and/or the General Partner.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company, the Manager and/or the General Partner.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company, the Manager or the General Partner, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 28 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Transitory provisions

The first business year will begin today and will end on the 31st of December 2016.

The first annual General Meeting will be held in 2017.

Subscription

The subscribers have subscribed for the following Shares:

Expon I (GP) sàrl 1 Management Share
 Arduina S.C. 31,000 Class C Shares

The shares are fully paid up by the Shareholders by payment in cash, so that the amount of thirty one thousand and one euro (EUR 31,001.00) paid by the Shareholders is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever as a result of its formation are estimated at approximately three thousand euro (EUR 3,000.-).

General meeting of the shareholders

The above-named persons, as represented, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Resolutions of the shareholders

The above named parties, representing the whole of the subscribed capital, have passed the following resolutions:

- 1.- The registered office of the Company is set at 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.
- 2.- The following person is appointed as independent auditor for an undertermined period: PricewaterhouseCoopers, 2, rue Gerhard Mercator L-1014 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing persons, the present deed is worded in English only.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with the notary, this original deed.

Signé: J. WITTAMER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 22 janvier 2016. 1LAC / 2016 / 2133. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Référence de publication: 2016065173/714.

(160027841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

Codaxo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 204.378.

— STATUTS

L'an deux mille seize, le vingt-trois février.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

SIDFORD S.A. SPF, une société anonyme, société de gestion de patrimoine familial, avec siège sociale au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg et enregistrée auprès du R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B44466,

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 17 février 2016, laquelle procuration signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est formé par la partie comparante et par tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination de «CODAXO S.A.» (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") et les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut avoir un actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'adminis-

tration de la Société (le "Conseil") ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'"Administrateur Unique") par une décision de l'Administrateur Unique. Toutes les références dans les présents statuts au Conseil sont censées être des références à l'Administrateur Unique s'il n'existe qu'un Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, malgré le transfert temporaire de son siège sociale, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après.

Art. 4. Objet social. La Société a pour objets sociaux (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, directement ou indirectement, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière et l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment des actifs tels que ceux définis aux points (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres de créances, obligations et créances et autres titres représentatifs de dette. La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement à toute société. Elle peut également prêter des fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des titres représentatifs de dette) à ses filiales et sociétés affiliées.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges ou créer toutes sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

D'une manière générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de ses objets sociaux, à condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la Société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000,-), représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital autorisé est fixé à trois millions Euros (EUR 3.000.000,-) divisé en trente mille (30.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 23 février 2021 à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration, être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer totalement ou partiellement en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, pour le cas où l'assemblée ayant décidé ces reports, réserves ou primes, l'a prévu, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de(s) l'actionnaire(s).

Un registre de(s) actionnaire(s) de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement

le concernant dans le délai de 15 jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1^{er}, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans 8 jours calendrier.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société. Dans le cas d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée ("Assemblée Générale") représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Dans le cas d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de cette assemblée, chaque année le 17 mai à 10 heures 30 minutes. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) l'assemblée est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle assemblée.

Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations et avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant un mandataire par écrit, soit par lettre, par télécopie ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur des résolutions soumises à l'Assemblée Générale à condition que les bulletins de vote écrits incluent (1) les nom, prénom, adresse et signature des actionnaires concernés, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'ordre du jour tel que décrit dans l'avis de convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) exprimées pour chaque point de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société avant la tenue de l'Assemblée Générale en question.

Art. 10. Administration. Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'"Administrateur Unique") qui n'a pas besoin d'être un actionnaire de la Société. Lorsque la Loi l'exige, la Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme maximal de six ans et seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la "Personne Morale"), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs et leur rémunération. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans cause et/ou remplacé à tout moment par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunions du Conseil. Le Conseil doit nommer un président (le "Président") parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée Générale ou des résolutions prises par l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (le cas échéant) nommeront un autre président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de l'assemblée et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit soit par lettre, télécopie ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échéancier préalablement adopté par une résolution du Conseil.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par écrit soit par lettre, télécopie ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur comme son mandataire.

Chaque membre du Conseil peut, à toute réunion du Conseil, désigner un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en son nom et à sa place à condition qu'un membre donné du Conseil ne puisse pas représenter plus d'un de ses collègues et qu'au moins deux membres du Conseil soient toujours physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée à une réunion du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette assemblée. Dans le cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Le Conseil peut également en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et seront établies par lettre, télécopie, ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Le présent Article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur. Unique Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil doivent être signés par le Président de la réunion en question ou le secrétaire, et les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans un registre tenu au siège social de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, le secrétaire ou deux membres du Conseil, ou l'Administrateur Unique.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut nommer toute personne aux fonctions de délégué à la gestion journalière, lequel pourra mais ne devra pas être actionnaire ou membre du Conseil, et qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil, ou (ii) dans le cas d'un Administrateur Unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou l'Administrateur Unique, mais uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou est administrateur, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité filiale ou affiliée de la Société.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une filiale ou une société affiliée avec lequel la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire, et un rapport devra être fait sur cette affaire et cet intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

Si la Société a un Administrateur Unique, les transactions conclues entre la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à l'intérêt de la Société doivent être inscrites dans le registre des décisions.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période maximale de six ans et sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de tout temps, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil. Le Conseil peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 20. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des présents Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de tout temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront réglées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2017.

Souscription

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la partie comparante SIDFORD S.A. SPF, prénommée et représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire à toutes les trois cent dix (310) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées à hauteur de 100% (cent pour cent) de sorte que le montant de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) est mis à la libre disposition de la Société, une preuve de laquelle a été présentée au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille cinq cents Euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique ci-dessus prénommé, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1) les personnes suivantes sont nommées en tant qu'administrateurs jusque l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2021:

- Monsieur Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, né le 27 mars 1973 à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg;

- Monsieur Roland DE CILLIA, expert-comptable, né le 16 mars 1968 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, et

- Madame Nathalie PRIEUR, expert fiscal, née le 08 avril 1967 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

2) la personne suivante est nommée commissaire aux comptes de la société jusque l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2021:

La société Benoy Kartheiser Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 47, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg et immatriculée auprès du RCS de Luxembourg sous le numéro B33849.

3) le siège social de la société est établi au 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 2 mars 2016. Relation: 2LAC/2016/4685. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016075765/292.

(160040565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

1618 Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 42.619.

Extrait des délibérations de la réunion du Conseil d'Administration du 7 janvier 2016

Le Conseil d'Administration prend note de la cooptation aux fonctions d'administrateur de Monsieur Erwan Le Jollec (Bd Emile-Jaques Dalcroze, 7 1204 Genève) avec effet au 25 février 2016.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016077573/13.

(160042339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Cross Ocean EUR ESS I Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 177.378.

In the year two thousand and sixteen, the fifth day of the month of February;
Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the “Meeting”) of the sole shareholder (the “Shareholder”) being Cross Ocean EUR ESS I Lux 1, S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having a share capital of four million six hundred thousand one hundred twenty-five euro (EUR 4,600,125), with registered office at 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177.365.

The Meeting was opened at 5.30 p.m., with Lara Forte, Lawyer residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Alen Langella, Lawyer residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Alen Langella, Lawyer residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I- That the represented Shareholder, the proxy of the represented Shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the proxy of the represented Shareholders and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented Shareholder will also remain annexed to the present deed after having been initialed “ne varietur” by the appearing person.

II- That pursuant to the attendance list, the shares representing 100% of the share capital of the Company are present or represented at the Meeting and that the Shareholder present or represented consider itself being duly informed of the agenda and waive any convening notice.

III- That the Meeting is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Conversion of the existing one hundred fifty-two thousand one hundred fifty-eight (152,158) shares of the Company having a par value of one euro (EUR 1.-), represented by (i) thirteen thousand eight hundred thirty-three class A shares (13,833) having a par value of one euro (EUR 1.-) and (ii) one hundred thirty eight thousand three hundred twenty-five class B shares (138,325) having a par value of one euro (EUR 1.-) into one hundred fifty-two thousand one hundred fifty-eight (152,158) ordinary shares having a par value of one euro (EUR 1.-) without class distinction;

2. Amendments of the defined term “Shares” into “shares” to be applied throughout the Articles;

3. Reduction of the share capital from one hundred fifty-two thousand one hundred fifty-eight euro (EUR 152,158) to forty two thousand one hundred fifty eight euro (EUR 42,158) represented by forty two thousand one hundred fifty eight (42,158) ordinary shares and subsequent cancellation of the relevant shares;

4. Subsequent amendment of article 5 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ 5.1. The Company's share capital is set at forty two thousand one hundred fifty eight euro (EUR 42,158) represented by forty two thousand one hundred fifty eight (42,158) ordinary shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. Under the terms and conditions provided by 1915 Law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.”

5. Subsequent amendment of article 6 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ 6.1. The Company's share capital is represented by ordinary shares, each of them having the same par value.

6.2. The shares may at all times only be held by a sole shareholder and any holding of shares by more than one shareholder shall be prohibited and any transfer or acquisition of part of the shares shall always be void.

6.3. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.4. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.5. The Company's shares are in registered form.”

6. Subsequent amendment of article 23 of the Articles that shall now be stated as follows:

Art. 23. Interim dividends - Share Premium.

“23.1 The board of managers or the sole shareholder may proceed to the payment of interim dividends under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be

distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's independent auditor(s), if any has/have stated in his/her/their report to the board of managers that the first two (2) conditions have been satisfied.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the sole shareholder by a resolution of the sole shareholder or of the manager(s) subject to any provisions of the 1915 Law and these articles of association.”

7. Restatement of article 24 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ **24.1.** In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the sole shareholder, resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

24.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the sole shareholder.”

8. Miscellaneous.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolves to approve the conversion of the existing one hundred fifty-two thousand one hundred fifty-eight (152,158) shares of the Company having a par value of one euro (EUR 1.-), represented by (i) thirteen thousand eight hundred thirty-three class A shares (13,833) having a par value of one euro (EUR 1.-) and (ii) one hundred thirty eight thousand three hundred twenty-five class B shares (138,325) having a par value of one euro (EUR 1.-) into one hundred fifty-two thousand one hundred fifty-eight (152,158) ordinary shares having a par value of one euro (EUR 1.-) without class distinction;

Second Resolution

The meeting resolves to approve the amendment of the defined term “Shares” into “shares” that should be applied throughout the Articles;

Third Resolution

The meeting resolves to approve the reduction of the share capital from one hundred fifty-two thousand one hundred fifty-eight euro (EUR 152,158) to forty two thousand one hundred fifty eight euro (EUR 42,158) represented by forty two thousand one hundred fifty eight (42,158) ordinary shares and subsequent cancellation of the relevant shares, this reduction resulting in a total liquidation of the previous class B shares;

Fourth Resolution

The meeting resolves to restate article 5 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ **5.1.** The Company's share capital is set at forty two thousand one hundred fifty eight euro (EUR 42,158) represented by forty two thousand one hundred fifty eight (42,158) ordinary shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. Under the terms and conditions provided by 1915 Law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.”

Fifth Resolution

The meeting resolves to restate article 6 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ **6.1.** The Company's share capital is represented by ordinary shares, each of them having the same par value.

6.2. The shares may at all times only be held by a sole shareholder and any holding of shares by more than one shareholder shall be prohibited and any transfer or acquisition of part of the shares shall always be void.

6.3. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.4. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.5. The Company's shares are in registered form.”

Sixth Resolution

The meeting resolves to restate article 23 of the Articles that shall now be stated as follows:

Art. 23. Interim dividends - Share Premium.

“23.1 The board of managers or the sole shareholder may proceed to the payment of interim dividends under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's independent auditor(s), if any has/have stated in his/her/their report to the board of managers that the first two (2) conditions have been satisfied.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the sole shareholder by a resolution of the sole shareholder or of the manager(s) subject to any provisions of the 1915 Law and these articles of association.”

Seventh Resolution

The meeting resolves to restate article 24 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ **24.1.** In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the sole shareholder, resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

24.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the sole shareholder.”

Nothing else being on the agenda, the Meeting was adjourned at 5.45 p.m..

Expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges which fall to be paid by the Fund as a result of the present deed amount approximately to one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le cinq février;

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
a été tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») de l'associé unique (l'«Associé») étant Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant un capital social de quatre millions six cent mille cent vingt-cinq euros (EUR 4.600.125), ayant son siège social au 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.365.

L'Assemblée a été ouverte à 17.30 heures, avec Lara Forte, Juriste résidant à Luxembourg, président l'assemblée générale, qui nomme Alen Langella, Juriste en tant que secrétaire, résidant à Luxembourg.

L'Assemblée a élu Alen Langella, Juriste en tant que scrutateur, résidant à Luxembourg.

Le comité de l'Assemblée a donc été constitué, le président a déclaré et a requis le notaire de déclarer que:

I - L'Associé représenté, le mandataire de l'Associé représenté et le nombre de ses parts sociales sont notées sur la liste de présence. Cette liste de présence, signée par le mandataire de l'Associé représenté et par le comité de l'Assemblée, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps par les autorités d'enregistrement.

La procuration de l'Associé représenté restera également annexé au présent acte après avoir été paraphée «ne varietur» par la personne comparante.

II - En vertu de la liste de présence, les parts sociales représentant 100% du capital social de la Société sont présentes ou représentées lors de l'Assemblée et que l'Associé présent ou représenté se considère lui-même comme étant dûment informé de l'ordre du jour et renonce à toute lettre de convocation.

III - L'assemblée est régulièrement constituée et peut de ce fait valablement délibérer sur l'ordre du jour:

Ordre du jour

1. Conversion des cent cinquante-deux mille cent cinquante-huit (152.158) parts sociales existantes de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) représenté par (i) treize mille huit cent trente-trois (13.833) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et (ii) cent trente-huit mille trois cent vingt-cinq (138.325) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) en cent cinquante-deux mille cent cinquante-huit (152.158) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) sans différenciation de classe;

2. Modification du terme défini «Parts Sociales» en «parts sociales» à appliquer dans les statuts;

3. Réduction du capital social de cent cinquante-deux mille cent cinquante-huit euros (EUR 152.158) à quarante-deux mille cent cinquante-huit euros (EUR 42.158) représenté par quarante-deux mille cent cinquante-huit (42.158) parts sociales ordinaires et annulation subséquente des parts sociales correspondantes;

4. Modification consécutive de l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à quarante-deux mille cent cinquante-huit euros (EUR 42.158) représenté par quarante-deux mille cent cinquante-huit (42.158) parts sociales ordinaires avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Aux conditions et termes prévus par la Loi de 1915, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.»

5. Modification consécutive de l'article 6 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.1.** Le capital social de la Société est représenté par des parts sociales ordinaires, chacune d'entre elles ayant la même valeur nominale.

6.2. Les parts sociales ne peuvent être détenues que par un associé unique. Toute détention de parts sociales par plus d'un associé est prohibée. Tout transfert ou acquisition partiel de parts sociales est considérée nulle.

6.3. Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant l'associé unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.4. La Société pourra racheter ou rembourser ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou remboursées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.5. Les parts sociales sont émises sous forme nominative.»

6. Modification consécutive de l'article 23 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 23. Dividendes intérimaires - Prime d'Émission.

«23.1 Le conseil de gérance ou l'associé unique pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant que suffisamment de fonds sont disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faits depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmenté de tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, réduit des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des présents statuts et (iii) le ou les réviseur(s) d'entreprises agréé(s), le cas échéant, a/ont considéré dans son/leur rapport au conseil de gérance, que les deux (2) premières conditions ont été satisfaites.

23.2 Toute prime d'émission, assimilée en tant que prime ou toute autre réserve distribuable, est librement distribuable à l'Associé Unique par une résolution de l'associé unique ou du/des gérant(s), sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents statuts.»

7. Reformulation de l'article 24 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **24.1.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'associé unique qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments du/des liquidateurs.

24.2. Le surplus résultant de la réalisation des avoirs et de l'apurement du passif sera distribué en priorité à l'Associé Unique.»

8. Divers.

Première résolution

L'Assemblée décide d'approuver la conversion des cent cinquante-deux mille cent cinquante-huit (152.158) parts sociales existantes de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) représenté par (i) treize mille huit cent trente-trois (13.833) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et (ii) cent trente-huit mille trois cent vingt-cinq (138.325) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) en cent cinquante-deux mille cent cinquante-huit (152.158) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) sans différenciation de classe;

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la modification du terme défini «Parts Sociales» en «parts sociales» à appliquer dans les statuts;

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la réduction du capital social de cent cinquante-deux mille cent cinquante-huit euros (EUR 152.158) à quarante-deux mille cent cinquante-huit euros (EUR 42.158) représenté par quarante-deux mille cent cinquante-huit (42.158) parts sociales ordinaires et l'annulation subséquente des parts sociales correspondantes, cette réduction ayant pour résultat la liquidation totale de la classe B des parts sociales existant précédemment;

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à quarante-deux mille cent cinquante-huit euros (EUR 42.158) représenté par quarante-deux mille cent cinquante-huit (42.158) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. Aux conditions et termes prévus par la Loi de 1915, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 6 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.1.** Le capital social de la Société est représenté par des parts sociales ordinaires, chacune d'entre elles ayant la même valeur nominale.

6.2. Les parts sociales ne peuvent être détenues que par un associé unique. Toute détention de parts sociales par plus d'un associé est prohibée. Tout transfert ou acquisition partiel de parts sociales est considérée nulle.

6.3. Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant l'associé unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.4. La Société pourra racheter ou rembourser ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou remboursées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.5. Les parts sociales sont émises sous forme nominative.»

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 23 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 23. Dividendes intérimaires - Prime d'Émission.

«23.1 Le conseil de gérance ou l'associé unique pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant que suffisamment de fonds sont disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faits depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmenté de tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, réduit des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des présents statuts et (iii) le ou les réviseur(s) d'entreprises agréé(s), le cas échéant, a/ont considéré dans son/leur rapport au conseil de gérance, que les deux (2) premières conditions ont été satisfaites.

23.2 Toute prime d'émission, assimilée en tant que prime ou toute autre réserve distribuable, est librement distribuable à l'Associé Unique par une résolution de l'associé unique ou du/des gérant(s), sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents statuts.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de reformuler l'article 24 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **24.1.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'associé unique qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments du/des liquidateurs.

24.2. Le surplus résultant de la réalisation des avoirs et de l'apurement du passif sera distribué en priorité à l'Associé Unique.»

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été ajournée à 17.45 heures.

Frais

Les parties comparantes déclarent que les frais, dépenses et honoraires et charges de toute nature qui incombent au Fond en raison de cet acte a été évalué à environ mille deux cent euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Que le présent acte a été rédigé à Luxembourg, le jour indiqué en début de document.

Le document a été lu aux parties comparantes, les parties comparantes ont signés ensemble avec le notaire, ce présent acte.

Signé: L. FORTE, A. LANGELLA, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4717. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 02 mars 2016.

Référence de publication: 2016073927/271.

(160038241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

Cross Ocean ESS SIF 1 Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 177.363.

In the year two thousand and sixteen, the fifth day of the month of February;

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the sole shareholder (the "Shareholder") being Cross Ocean ESS SIF 1 Lux 1 S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having a share capital of three million nine hundred and thirty-five thousand one hundred and sixty-four U.S. dollar (USD 3,935,164.-), with registered office at 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177.340.

The Meeting was opened at 4.30 p.m., with Lara Forte, Lawyer residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Alen Langella, Lawyer residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Alen Langella, Lawyer residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I- That the represented Shareholder, the proxy of the represented Shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the proxy of the represented Shareholders and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented Shareholder will also remain annexed to the present deed after having been initialed "ne varietur" by the appearing person.

II- That pursuant to the attendance list, the shares representing 100% of the share capital of the Company are present or represented at the Meeting and that the Shareholder present or represented consider itself being duly informed of the agenda and waive any convening notice.

III- That the Meeting is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Conversion of the existing one hundred twenty one thousand two hundred thirteen (121,213) shares of the Company having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-), represented by (i) eleven thousand nineteen (11,019) class A shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) and (ii) one hundred ten thousand one hundred ninety-four (110,194) class B shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each into one hundred twenty one thousand two hundred thirteen (121,213) ordinary shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each without class distinction;

2. Amendments of the defined term "Shares" into "shares" to be applied throughout the Articles;

3. Reduction of the share capital from one hundred twenty one thousand two hundred thirteen U.S. Dollars (USD 121,213) to twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) ordinary shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each and subsequent cancellation of the relevant shares;

4. Subsequent amendment of article 5 of the Articles that shall now be stated as follows:

"5.1. The Company's share capital is set at twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) ordinary shares with a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each.

5.2. Under the terms and conditions provided by 1915 Law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.”

5. Subsequent amendment of article 6 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ 6.1. The Company's share capital is represented by ordinary shares, each of them having the same par value.

6.2. The shares may at all times only be held by a sole shareholder and any holding of shares by more than one shareholder shall be prohibited and any transfer or acquisition of part of the shares shall always be void.

6.3. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.4. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.5. The Company's shares are in registered form.”

6. Subsequent amendment of article 23 of the Articles that shall now be stated as follows:

Art. 23. Interim dividends - Share Premium.

“23.1 The board of managers or the sole shareholder may proceed to the payment of interim dividends under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's independent auditor(s), if any has/have stated in his/her/their report to the board of managers that the first two (2) conditions have been satisfied.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the sole shareholder by a resolution of the sole shareholder or of the manager(s) subject to any provisions of the 1915 Law and these articles of association.”

7. Restatement of article 24 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ 24.1. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the sole shareholder, resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

“ 24.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the sole shareholder.”

8. Miscellaneous.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolves to approve the conversion of the existing one hundred twenty one thousand two hundred thirteen (121,213) shares of the Company having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-), represented by (i) eleven thousand nineteen (11,019) class A shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) and (ii) one hundred ten thousand one hundred ninety-four (110,194) class B shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each into one hundred twenty one thousand two hundred thirteen (121,213) ordinary shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each without class distinction;

Second Resolution

The meeting resolves to approve the amendment of the defined term “Shares” into “shares” that should be applied throughout the Articles;

Third Resolution

The meeting resolves to approve the reduction of the share capital from one hundred twenty one thousand two hundred thirteen U.S. Dollars (USD 121,213) to twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) ordinary shares having a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each and subsequent cancellation of the relevant shares, this reduction resulting in a total liquidation of the previous class B shares;

Fourth Resolution

The meeting resolves to restate article 5 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ 5.1. The Company's share capital is set at twenty thousand U.S. Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) ordinary shares with a par value of one U.S. dollar (USD 1.-) each.

5.2. Under the terms and conditions provided by 1915 Law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.”

Fifth Resolution

The meeting resolves to restate article 6 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ **6.1.** The Company's share capital is represented by ordinary shares, each of them having the same par value.

6.2. The shares may at all times only be held by a sole shareholder and any holding of shares by more than one shareholder shall be prohibited and any transfer or acquisition of part of the shares shall always be void.

6.3. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.4. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.5. The Company's shares are in registered form.”

Sixth Resolution

The meeting resolves to restate article 23 of the Articles that shall now be stated as follows:

Art. 23. Interim dividends - Share Premium.

“23.1 The board of managers or the sole shareholder may proceed to the payment of interim dividends under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's independent auditor(s), if any has/have stated in his/her/their report to the board of managers that the first two (2) conditions have been satisfied.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the sole shareholder by a resolution of the sole shareholder or of the manager(s) subject to any provisions of the 1915 Law and these articles of association.”

Seventh Resolution

The meeting resolves to restate article 24 of the Articles that shall now be stated as follows:

“ **24.1.** In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the sole shareholder, resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

24.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the sole shareholder.”

Nothing else being on the agenda, the Meeting was adjourned at 4.45 p.m..

Expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges which fall to be paid by the Fund as a result of the present deed amount approximately to one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le cinq février;

Par-devant nous, Maître Edouard DELOSCH notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a été tenue

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») de l'associé unique (l'«Associé») étant Cross Ocean ESS SIF 1 Lux 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant un capital social de trois millions neuf cent trente-cinq mille cent soixante-quatre dollars U.S. (USD 3.935.164,-), ayant son siège social au 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.340.

L'Assemblée a été ouverte à 16.30 heures, avec Lara Forte, Juriste, résidant à Luxembourg, président l'assemblée générale, qui nomme Alen Langella, Juriste en tant que secrétaire, résidant à Luxembourg.

L'Assemblée a élu Alen Langella, Juriste en tant que scrutateur, résidant à Luxembourg.

Le comité de l'Assemblée a donc été constitué, le président a déclaré et a requis le notaire de déclarer que:

I - L'Associé représenté, le mandataire de l'Associé représenté et le nombre de ses parts sociales sont notées sur la liste de présence. Cette liste de présence, signée par le mandataire de l'Associé représenté et par le comité de l'Assemblée, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps par les autorités d'enregistrement.

La procuration de l'Associé représenté restera également annexé au présent acte après avoir été paraphée «ne varietur» par la personne comparante.

II - En vertu de la liste de présence, les parts sociales représentant 100% du capital social de la Société sont présentes ou représentées lors de l'Assemblée et que l'Associé présent ou représenté se considère lui-même comme étant dûment informé de l'ordre du jour et renonce à toute lettre de convocation.

III - L'assemblée est régulièrement constituée et peut de ce fait valablement délibérer sur l'ordre du jour:

Ordre du jour

1. Conversion des cent vingt et un mille deux cent treize (121.213) parts sociales existantes de la Société ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) représenté par (i) onze mille dix-neuf (11.019) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) et (ii) cent dix mille cent nonante quatre (110.194) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) en cent vingt et un mille deux cent treize (121.213) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) sans différenciation de classe;

2. Modification du terme défini «Parts Sociales» en «parts sociales» à appliquer dans les statuts;

3. Réduction du capital social de cent vingt et un mille deux cent treize dollars U.S. (USD 121.213) à vingt mille dollars U.S. (USD 20.000) représenté vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) chacune et annulation subséquente des parts sociales correspondantes;

4. Modification consécutive de l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**5.1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars U.S. (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires avec une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) chacune.

5.2. Aux conditions et termes prévus par la Loi de 1915, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.»

5. Modification consécutive de l'article 6 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**6.1.** Le capital social de la Société est représenté par des parts sociales ordinaires, chacune d'entre elles ayant la même valeur nominale.

6.2. Les parts sociales ne peuvent être détenues que par un associé unique. Toute détention de parts sociales par plus d'un associé est prohibée. Tout transfert ou acquisition partiel de parts sociales est considérée nulle.

6.3. Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant l'associé unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.4. La Société pourra racheter ou rembourser ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou remboursées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.5. Les parts sociales sont émises sous forme nominative.»

6. Modification consécutive de l'article 23 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 23. Dividendes intérimaires - Prime d'Émission.

«23.1 Le conseil de gérance ou l'associé unique pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant que suffisamment de fonds sont disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faits depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmenté de tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, réduit des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des présents statuts et (iii) le ou les réviseur(s) d'entreprises agréé(s), le cas échéant, a/ont considéré dans son/leur rapport au conseil de gérance, que les deux (2) premières conditions ont été satisfaites.

23.2 Toute prime d'émission, assimilée en tant que prime ou toute autre réserve distribuable, est librement distribuable à l'Associé Unique par une résolution de l'associé unique ou du/des gérant(s), sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents statuts.»

7. Reformulation de l'article 24 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**24.1.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'associé unique qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments du/des liquidateurs.

24.2. Le surplus résultant de la réalisation des avoirs et de l'apurement du passif sera distribué en priorité à l'Associé Unique.»

8. Divers.

Première résolution

L'Assemblée décide d'approuver la conversion des cent vingt et un mille deux cent treize (121.213) parts sociales existantes de la Société ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) représenté par (i) onze mille dix-neuf (11.019) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) et (ii) cent dix mille cent nonante quatre (110.194) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) en cent vingt et un mille deux cent treize (121.213) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) sans différenciation de classe;

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la modification du terme défini «Parts Sociales» en «parts sociales» à appliquer dans les statuts;

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'approuver la réduction du capital social de cent vingt et un mille deux cent treize dollars U.S. (USD 121.213) à vingt mille dollars U.S. (USD 20.000) représenté vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) chacune et l'annulation subséquente des parts sociales correspondantes, cette réduction ayant pour résultat la liquidation totale de la classe B de parts sociales existant précédemment;

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars U.S. (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires avec une valeur nominale d'un dollar U.S. (USD 1,-) chacune.

5.2. Aux conditions et termes prévus par la Loi de 1915, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 6 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« 6.1. Le capital social de la Société est représenté par des parts sociales ordinaires, chacune d'entre elles ayant la même valeur nominale.

6.2. Les parts sociales ne peuvent être détenues que par un associé unique. Toute détention de parts sociales par plus d'un associé est prohibée. Tout transfert ou acquisition partiel de parts sociales est considérée nulle.

6.3. Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant l'associé unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.4. La Société pourra racheter ou rembourser ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou remboursées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.5. Les parts sociales sont émises sous forme nominative.»

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 23 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 23. Dividendes intérimaires - Prime d'Émission.

«23.1 Le conseil de gérance ou l'associé unique pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant que suffisamment de fonds sont disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faits depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmenté de tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, réduit des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des présents statuts et (iii) le ou les réviseur(s) d'entreprises agréé(s), le cas échéant, a/ont considéré dans son/leur rapport au conseil de gérance, que les deux (2) premières conditions ont été satisfaites.

23.2 Toute prime d'émission, assimilée en tant que prime ou toute autre réserve distribuable, est librement distribuable à l'Associé Unique par une résolution de l'associé unique ou du/des gérant(s), sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents statuts.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de reformuler l'article 24 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **24.1.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'associé unique qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments du/des liquidateurs.

24.2. Le surplus résultant de la réalisation des avoirs et de l'apurement du passif sera distribué en priorité à l'Associé Unique.»

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été ajournée à 16.45.

Frais

Les parties comparantes déclarent que les frais, dépenses et honoraires et charges de toute nature qui incombent au Fond en raison de cet acte a été évalué à environ mille deux cent euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Que le présent acte a été rédigé à Luxembourg, le jour indiqué en début de document.

Le document a été lu aux parties comparantes, les parties comparantes ont signé ensemble avec le notaire, ce présent acte.

Signé: L. FORTE, A. LANGELLA, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4713. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 02 mars 2016.

Référence de publication: 2016073925/269.

(160038206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

Sharpsburg Holdings Limited (Luxembourg) SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.372.

DISSOLUTION

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-sixth day of February,
before Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Goodwood Holdings Limited, a limited liability company organised and existing under the laws of Gibraltar, with its registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar (the Sole Shareholder),

represented by Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, by virtue of a power of attorney given under private seal, itself represented by, Laurent Goyer, avocat, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the Proxyholder),

Said proxy, after having been signed ne varietur by the Proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

(1) Sharpsburg Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S., a limited partnership (société en commandite simple) organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 150.372 was incorporated on 2 December 2009 by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 249 dated 4 February 2010. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended from time to time and for the last time pursuant to resolutions of the shareholders of the Company taken under private seal on 7 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 188 dated 25 January 2013.

(2) The share capital of the Company is set at EUR 3,719,248,716 (three billion seven hundred nineteen million two hundred forty-eight thousand seven hundred sixteen Euro) divided into 3,719,248,716 (three billion seven hundred nineteen million two hundred forty-eight thousand seven hundred sixteen) shares having a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, divided into (i) 3,161,361,239 (three billion one hundred sixty-one million three hundred sixty-one thousand two hundred thirty-nine) class A shares and (ii) 557,887,477 (five hundred fifty-seven million eight hundred eighty-seven thousand four hundred seventy-seven) class B shares.

(3) Following the execution of a share purchase agreement dated 26 February 2016, between the Sole Shareholder and Sharpsburg Holdings Limited, the Sole Shareholder is the sole shareholder of the entire share capital of the Company. The Sole Shareholder also acknowledges that, pursuant to article 16 paragraph (7) c) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Company may be declared voided by judicial decision to the extent it has a sole shareholder.

(4) In accordance with article 4 of the Articles, the Company's corporate object is as follows:

“The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participating interests in any Luxembourg or foreign companies belonging to the members of the same group of companies to which the Company belongs in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. Furthermore, the Company may undertake financing operations by and through transactions pertaining directly or indirectly to the maintenance, administration, management, control and development of those participating interests with companies belonging to the members of the same group of companies to which the Company belongs, including, without limitation, the granting of loans and facilities to these companies, the granting of any assistance, advances or guarantees to these companies

The Company may also carry out any such transactions, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose.”

(5) The Sole Shareholder confirms having perfect knowledge of the Articles and the Company's financial situation and signs and approves the liquidation accounts of the Company dated as at 3 January 2016 which, for the avoidance of doubt, also include the annual accounts of the Company for the financial year which commenced on 30 December 2014 and ended on 3 January 2016, which shall be filed with the Luxembourg trade and companies register (Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg) by the liquidator, Alter Domus S.à r.l. or Allen & Overy, société en commandite simple.

(6) The Sole Shareholder confirms that the Company currently does not (i) own, nor did it own in the past, any real estate, (ii) have any employees and (iii) is not bound by any agreement that would restrain the Company from being dissolved. The Sole Shareholder further confirms that the shares and the bank account of the Company are not encumbered in any way whatsoever.

(7) The Sole Shareholder resolves to put the Company into voluntary liquidation.

(8) The Sole Shareholder appoints itself as liquidator of the Company with full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of the present deed.

(9) The Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company requested the undersigned notary to record that all liabilities towards third parties known to the Company, have been entirely paid or are duly accounted for and that it irrevocably undertakes to settle any presently unknown and unpaid liability of the dissolved Company.

(10) The Sole Shareholder subsequently declares that it has taken over all the assets and outstanding liabilities of the Company, together with the profit and loss account of the Company, so that all assets and liabilities of the Company are transferred to the Sole Shareholder with immediate effect.

(11) The Sole Shareholder resolves to waive its right to obtain a formal written report from the liquidator and to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) in charge of reporting on the liquidation operations carried out by the Liquidator and thus declares that there is no need to hold a second general meeting and resolves to hold immediately the third and last general meeting.

(12) The Sole Shareholder resolves to grant full discharge (quitus) to the managers of the Company for the exercise of their respective mandates.

(13) The Sole Shareholder resolves that the liquidation of the Company is closed.

(14) The books and documents of the Company will be kept for a period of five years in Luxembourg at the former registered office of the Company.

In accordance, the appearing person, acting in his said capacity, requires the undersigned notary to state the abovementioned declarations.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the Proxyholder, known to the notary by first name, last name, civil status and residence, the said Proxyholder signed together with the notary the present notarial deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-sixième jour du mois de février.

Par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Goodwood Holdings Limited, une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément au droit de Gibraltar, ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar (l'Associé Unique),

ici représentée par Allen & Overy, société en commandite simple, enregistré à la liste V du barreau du Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée sous seing privé, elle-même représentée par Laurent Goyer, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (le Mandataire),

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le Mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte afin d'être soumise, avec celui-ci, aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représentée par le Mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

(1) Sharpsburg Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S., une société en commandite simple constituée et existant conformément au droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.372, constituée le 2 décembre 2009 par un acte de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 4 février 2010 sous le numéro 249. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois par décisions des associés de la Société agissant sous seing privé du 7 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 25 janvier 2013 sous le numéro 188.

(2) Que le capital social de la Société est fixé à EUR 3.719.248.716,-(trois milliards sept cent dix-neuf millions deux cent quarante-huit mille sept cent seize euros) divisé en 3.719.248.716 (trois milliards sept cent dix-neuf millions deux cent quarante-huit mille sept cent seize) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune, divisé en (i) 3.161.361.239 (trois milliards cent soixante-et-un millions trois cent soixante-et-un mille deux cent trente-neuf) parts sociales de catégorie A et (ii) 557.887.477 (cinq cent cinquante-sept million huit cent quatre-vingt-sept mille quatre cent soixante-dix-sept) parts sociales de catégorie B.

(3) Que suite à l'exécution d'un contrat de cession de parts sociales en date du 26 février 2016 entre l'Associé Unique et Sharpsburg Holdings Limited, l'Associé Unique est devenue l'associé unique de l'intégralité du capital social de la Société. L'Associé Unique constate également que, en vertu de l'article 16 alinéa (7) c) de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciale, telle que modifiée, la Société peut être déclarée nulle par une décision judiciaire, l'Associé Unique ayant réuni toutes les parts sociales entre ses mains.

(4) Qu'en accord avec l'article 4 des Statuts, l'objet social de la Société est repris comme suit dans les statuts: «L'objet de la Société est de mener à bien toute transaction directement ou indirectement liée à l'acquisition de et/ou la détention de participations dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères appartenant aux membres du même groupe de sociétés auquel la Société appartient de quelque manière, ainsi qu'à l'administration, à la gestion, au contrôle et au développement de ces participations.

La Société peut emprunter sous toute forme, exceptée par offre publique. En outre, la Société peut entreprendre des opérations de financement via des transactions liées directement ou indirectement l'entretien, l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de participations auprès de sociétés appartenant aux membres du même groupe de sociétés auquel la Société appartient y compris, sans être limité à, l'octroi de prêts et de crédits à ces sociétés, et la fourniture de toute forme d'aide, d'avances ou de garanties à ces sociétés.

La Société peut également mener toute transaction liée directement ou non à son objet social.».

(5) Que l'Associé Unique confirme avoir une parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société et signe et approuve les comptes de liquidation de la Société en date du 3 janvier 2016, qui incluent, pour éviter tout doute, les comptes annuels de la Société pour l'exercice financier ayant commencé le 30 décembre 2014 et s'étant terminé le 3 janvier 2016, qui seront déposés auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg par le liquidateur, Alter Domus S.à r.l. ou Allen & Overy, société en commandite simple.

(6) Que l'Associé Unique déclare encore que la Société (i) n'a jamais détenu d'immeuble, (ii) ni occupé de salarié et (iii) que la Société n'a aucun autre engagement, n'est plus liée par d'autres conventions, abonnements ou autres susceptibles d'empêcher sa dissolution. L'Associé Unique confirme encore expressément les titres représentatifs du capital et les comptes bancaires de la Société ne sont ni grevés, scindées, gagés, ni autrement donnés en garantie ou dans une condition quelconque qui pourrait faire obstacle à la présente liquidation.

(7) Que l'Associé Unique décide de mettre la Société en liquidation volontaire.

(8) Que l'Associé Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissant en cette qualité, il aura les pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

(9) Que l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou dûment provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé.

(10) Que l'Associé Unique déclare par conséquent, qu'il reprend tout l'actif et les dettes de la Société, ensemble avec les comptes de bénéfices et de pertes de la Société, de telle sorte que l'actif et le passif de la Société soient transférés à l'Associé Unique avec effet immédiat.

(11) Que l'Associé Unique décide de renoncer à ses droits afin de nommer un commissaire à la liquidation en charge de faire un rapport écrit formel sur les opérations de liquidations réalisées par le Liquidateur et ainsi déclare qu'il n'y a pas besoin de tenir une seconde assemblée générale et décide de tenir immédiatement la troisième et dernière assemblée générale.

(12) Que l'Associé Unique donne décharge pleine et entière aux mandataires de la Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

(13) Que l'Associé Unique déclare que la liquidation de la Société est ainsi clôturée.

(14) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins au Grand-Duché du Luxembourg au siège social précédent de la Société.

Conformément, la partie comparante, en sa qualité, requiert du notaire soussigné d'affirmer les déclarations susmentionnées.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivie d'une version française; qu'à la requête des mêmes parties et en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont le présent acte, fait et passé à Luxembourg, au jour et à l'année tels qu'inscrits en tête de l'acte.

Le document ayant été lu au Mandataire, le notaire connu de son nom, prénom, état civil et résidence, ledit Mandataire et le notaire signent, ensemble, le présent acte notarié.

Signé: L. Goyer, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 février 2016. Relation: EAC/2016/5222. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Amédée SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 février 2016.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2016074339/173.

(160038120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

WPP Union Square S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.196,20.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 123.911.

In the year two thousand and sixteen, on the third day of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of WPP Union Square S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 123911 and having a share capital of 32,196.20 EUR (the Company), incorporated under Luxembourg law 21 December 2006 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary then residing in Mersch, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - number 495 of 30 March 2007. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time on 5 December 2013 pursuant to a deed of the undersigned notary, which deed was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°370 of 10 February 2014.

THERE APPEARED:

WPP US Investments B.V., a private limited liability company incorporated under the laws of the Netherlands, with registered office at 167 Laan op Zuid, 3072 DB Rotterdam, registered with the chamber of commerce of Rotterdam under the number 24381701 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Aisling Murphy, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The power of attorney from the Sole Shareholder, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder acting on his name and on his behalf and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds all of the issued and subscribed share capital of the Company which is set at EUR 32,196.20 (thirty-two thousand one hundred ninety-six Euros and twenty Euro Cents), represented by 1,609,810 (one million six hundred and nine thousand eight hundred and ten) shares having a nominal value of EUR 0.02 (two Euro cents) per share;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;
2. Amendment to the dates of the financial year of the Company; and
3. Amendment to article 14 of the Articles in order to reflect the amendment under item (2) above.

III. that the Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend the dates of the financial year of the Company, as follows:

- 1) the financial year of the Company shall begin on the 1st of January rather than the 1st of December, and
- 2) the financial year of the Company shall close on the 31st of December of each year.

As a result thereof, the Meeting resolves that the financial year of the Company that started on the 1st of December 2015 has closed on the 31st of December 2015 rather than on the 30th of November 2016 as previously expected. A new financial year has therefore started on the 1st of January 2016 and shall close on the 31st December 2016.

Third resolution

The Meeting resolves to amend and hereby amend article 14 of the Articles in order to reflect the second resolution above, so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 14. Financial year.** The Company's financial year begins on 1 January and ends on 31 December of the each year."

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this notarial deed, is approximately EUR 1,300.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le trois février,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de WPP Luxembourg Union Square S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123911 et ayant un capital social de 32.196,20 EUR (la Société), constituée sous la loi Luxembourgeoise le 21 décembre 2006 en vertu d'un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C -numéro 495 du 30 mars 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 5 décembre 2013 en vertu d'un acte du notaire soussigné, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - numéro 370 du 10 février 2014.

A COMPARU:

WPP US Investments B.V., une société à responsabilité limitée de droit du Pays Bas, ayant son siège social au 167, Laan op Zuid, 3072 DB Rotterdam enregistrée au Registre de Commerce de Rotterdam sous le numéro 24381701 (l'Associé Unique),

ci-après représentée par Mlle Aisling Murphy, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire agissant en son nom et pour son compte et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient la totalité du capital social de la Société s'élevant à 32.196,20 EUR (trente-deux mille cent quatre-vingt-seize euros et vingt centimes d'euros) représenté par 1.609.810 (un million six cent neuf mille huit cent dix) parts sociales d'une valeur nominale de 0,02 EUR (deux centimes d'euros) chacune;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Modification des dates de l'année sociale de la Société; et
3. Modification de l'article 14 des Statuts en vue de refléter la modification sous le point 2. ci-dessus.

III. qu'après délibération l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique se considère comme dûment convoqué et déclare avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier les dates de l'année sociale de la Société, comme suit:

- 1) l'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier, au lieu du 1^{er} décembre, et
- 2) l'année sociale de la Société se termine le 31 décembre de la même année.

Par conséquent, l'Assemblée décide que l'année sociale de la Société qui a commencé le 1^{er} décembre 2015 s'est terminée le 31 décembre 2015 au lieu du 30 novembre 2016 comme initialement prévu. L'année sociale de la Société qui a commencé le 1^{er} janvier 2016 se terminera dès lors le 31 décembre 2016.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 14 des Statuts en vue de refléter la seconde résolution ci-dessus, de sorte qu'il aura la teneur suivante:

" **Art. 14. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de la même année."

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 1.300.-

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé en date des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: A. MURPHY et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 8 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4389. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Référence de publication: 2016074467/123.

(160038107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

LuxTrust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 112.233.

L'an deux mille seize, le vingt-quatre février.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires (les Actionnaires) de LuxTrust S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 13-15, Parc d'activités à L-8308 Capellen, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.233 (la Société).

La Société a été constituée le 18 novembre 2005 suivant un acte de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 423 du 27 février 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en vertu d'un acte du notaire instrumentaire en date du 27 mars 2012 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1268 du 22 mai 2012.

L'Assemblée est présidée par Steve BREIER, salarié, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le Président).

Le Président désigne Raymond Faber fonctionnaire de l'Etat, demeurant professionnellement à Luxembourg, 19-21 boulevard Royal L-2449, en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée désigne Me Jean-François Bouchoms, avocat à la cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituent ensemble le Bureau.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter:

I. Que les actionnaires représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs représentants ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphée «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

II. Qu'il résulte de la liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que toutes les 5.295.973 actions représentatives du capital sont présentes ou représentées à la présente et que les détenteurs de ces actions ont été dûment convoqués à la présente assemblée par lettres recommandées datées du 11 février 2016 de sorte que l'Assemblée Générale Extraordinaire est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, que le quorum exigé dans l'article 67-1 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 est rempli.

III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 477.793 EUR de façon à porter le capital social à 5.773.766 EUR par la création et l'émission de 477.793 nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale de 1 EUR chacune, à souscrire par la Chambre de Commerce Luxembourg et la Banque Internationale à Luxembourg en qualité d'actionnaires existants, au moyen d'un apport en numéraire consistant en un paiement d'un montant total de 1.337.820,40 EUR à affecter (i) à concurrence de 477.793 EUR au compte de capital social de la Société et (ii) à concurrence de 860.027,40 EUR au compte de prime d'émission;

2. Modification consécutive du premier paragraphe de l'article 4 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital telle que mentionnée ci-dessus;

3. Modification du registre des actions nominatives de la Société;

4. Divers.

IV. Que l'Assemblée prend de manière unanime les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter et augmente par les présentes le capital social de la Société d'un montant total de 477.793 EUR (quatre cent soixante-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-treize euros)

de façon à porter le capital social de son montant actuel de 5.295.973 EUR (cinq millions deux cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent soixante-treize euros) à 5.773.766 EUR (cinq millions sept cent soixante-treize mille sept cent soixante-six euros),

par voie de création et d'émission de 477.793 (quatre cent soixante-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-treize) nouvelles actions de la Société ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, à souscrire par deux actionnaires actuels savoir la Chambre de Commerce Luxembourg et la Banque Internationale à Luxembourg, au moyen d'un apport en numéraire consistant en un paiement d'un montant total de 1.337.820,40 EUR (un million trois cent trente-sept mille huit cent vingt euros et quarante eurocents) à affecter (i) à concurrence de 477.793 EUR au compte de capital social de la Société et (ii) à concurrence de 860.027,40 EUR au compte de prime d'émission.

L'assemblée constate que chaque actionnaire renonce individuellement à l'exercice de son droit de souscription préférentiel et que chaque actionnaire donne son consentement à ce que celui-ci soit exercé par la Chambre de Commerce Luxembourg et la Banque Internationale à Luxembourg dans les proportions et les montants indiqués ci-après.

Deuxième résolution

Souscriptions - Paiements

L'Assemblée décide ensuite d'accepter et d'enregistrer les souscriptions mentionnées ci-dessous et que le prix de souscription (en ce compris le paiement d'une prime d'émission) des actions nouvelles soit libéré intégralement par les actionnaires mentionnés ci-dessous, représentés par Monsieur Steve Breier, respectivement Monsieur Raymond Faber, au moyen d'un apport en numéraire consistant en un paiement d'un montant total de 1.337.820,40 EUR (un million trois cent trente-sept mille huit cent vingt euros et quarante eurocents) à affecter (i) à concurrence de 477.793 EUR au compte de capital social de la Société et (ii) à concurrence de 860.027,40 EUR au compte de prime d'émission de la Société, et de la manière suivante:

Nom de l'actionnaire	Nombre de nouvelles actions nominatives de la Société souscrites	Paiement en espèces à affecter au capital de la Société	Paiement en espèces à affecter au compte de prime d'émission de la Société	Nombre d'actions nominatives de la Société détenues après la souscription
Banque Internationale à Luxembourg	155.276	155.276 EUR	279.496,80 EUR	434.011
Chambre de Commerce	322.517	322.517 EUR	580.530,60 EUR	434.011

Le montant de 1.337.820,40 EUR (un million trois cent trente-sept mille huit cent vingt euros et quarante eurocents) est immédiatement à la libre disposition de la Société. Il en a été rapporté la preuve au notaire instrumentant au moyen d'un certificat de blocage confirmant la disponibilité des fonds sur des comptes bancaires de la Société et le notaire reconnaît la disponibilité pour la Société des fonds ainsi payés.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 4, paragraphe 1 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

" **Art. 4. Capital social.** Le capital social est fixé à 5.773.766 EUR (cinq millions sept cent soixante-treize mille sept cent soixante-six euros), représenté par 5.773.766 (cinq millions sept cent soixante-treize mille sept cent soixante-six) actions d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune."

Quatrième résolution

L'Assemblée autorise en outre n'importe lequel des administrateurs de la Société agissant individuellement de modifier et de signer le registre des actionnaires de la Société pour y refléter l'augmentation de capital et d'accomplir le cas échéant toutes les formalités y relatives.

Estimation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé approximativement à trois mille euros (EUR 3.000).

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé, ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: S. Breier, R. Faber, J.-F. Bouchoms et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 25 février 2016. Relation: 2LAC/2016/4210. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 2 mars 2016.

Référence de publication: 2016074183/109.

(160038128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2016.

GP Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 199.428.

En date du 22 février 2016, l'associé unique Barconsel Holdings Limited, avec siège social au 54, Digeni Akritas, Akritas Building, Floor 3, Flat/Office 301, 1061 Nicosia, Chypre, a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales sous forme nomi-

native à Echo Prime Properties B.V., avec siège social au 200, Prins Bernhardplein, 1097 JB Amsterdam, Pays-Bas, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique est Echo Prime Properties B.V., précité, avec 12.500 parts sociales sous forme nominative.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016075867/15.

(160041108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Heiderscheid-Strotz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 207, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 151.293.

Monsieur Heiderscheid Dan, associé et gérant unique de la société HEIDERSCHEID-STROTZ SARL, a actuellement son domicile au 4, rue de Niederpallen, L - 8506 Redange-sur-Attert.

Pour avis sincère et conforme

Référence de publication: 2016075891/10.

(160040652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

CBM Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 78.000.

Extrait des résolutions du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement à Luxembourg en date du 4 janvier 2016

Dépôt rectificatif du dépôt L160020100

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder au transfert du siège social du 87, Allée Léopold Goebel, L-1635 Luxembourg au 121, avenue de la faïencerie, L-1511 Luxembourg, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée révoque M. Raymond HENSCHEN, Mme Monique HENSCHEN-HAAS et Mme Bénédicte ROBAYE, Administrateurs de sociétés, résidant professionnellement à L-1635 Luxembourg, 87, Allée Léopold Goebel, en tant qu'administrateurs de la Société.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer comme administrateurs en remplacement des administrateurs ayant démissionné:

- Monsieur Fabio MAZZONI, administrateur de sociétés, né à Ixelles (Belgique) le 20 janvier 1960, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie;
- Madame Violene ROSATI, administrateur de sociétés, née à Mont St. Martin (France), le 23 avril 1977, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie;
- Monsieur Benoît GEORIS, administrateur de sociétés, né à Huy (Belgique) le 13 janvier 1961, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie;
- Leurs mandats viendront à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2022.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale révoque le commissaire de la Société, à savoir la société FIDUPLAN S.A., avec effet immédiat.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat la société BG CONSULTING, RCS n° B118473, ayant son siège social 70, Val Sainte-Croix, L-1370 Luxembourg, comme commissaire en remplacement du commissaire ayant démissionné. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2022.

Référence de publication: 2016075753/32.

(160041110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.
